LA Feuille d'érable THE Maple Leaf

Mars 2015, volume 18, numéro 3 | Tenir l'Équipe de la Défense au courant | English on reverse

VISITE DU GG À SFC ALERT

page 3

MISE À JOUR DE L'OBJECTIF 2020

pages 6-7

LES RÉSULTATS DU SAFF SONT PRÊTS

page 16

Défense nationale National Defence

Canada

CHANGEMENTS AU SEIN DE LA DIRECTION DE LA DÉFENSE

Le mois de février nous a apporté une nouvelle direction au niveau des cadres supérieurs de l'Équipe de la Défense. En effet, le 26 janvier, le Premier ministre a annoncé la nomination de John Forster à titre de nouveau sous-ministre et le 9 février, la nomination de Jason Kenney à titre de nouveau ministre de la Défense nationale.

Les deux poursuivront les efforts déployés par le gouvernement pour défendre, ici et à l'étranger, nos valeurs, nos intérêts et notre souveraineté.

MINISTRE DE LA DÉFENSE NATIONALE, JASON KENNEY

Membre du parlement depuis 1997, le ministre Jason Kenney a occupé plusieurs postes importants incluant les postes de ministre de l'Emploi et du Développement social et ministre de la Citoyenneté et de l'immigration.

« Je suis heureux d'avoir l'occasion de souligner les efforts des Forces armées canadiennes qui visent à défendre le Canada et l'Amérique du Nord, ainsi que les importantes contributions à la paix et la sécurité internationales. À titre de nouveau ministre de la Défense nationale, je suis fier de reconnaître les réalisations de nos hommes et femmes en uniforme, » affirme le ministre Kenney.

RÔLE DU MINISTRE DE LA DÉFENSE

La Loi sur la Défense nationale établit les devoirs du ministre de la Défense nationale, qui consistent à gérer et à diriger les FAC, ainsi qu'à s'occuper de toutes les questions liées à la Défense nationale.

Le portefeuille de la Défense est composé du MDN et des FAC et d'un certain nombre d'organisations connexes qui, collectivement, relèvent toutes du ministre de la Défense nationale.

Le ministre présente une orientation et des directives au sous-ministre et au chef d'état-major de la Défense relativement aux questions liées à la Défense.

Pour une liste exhaustive des responsabilités du ministre de la Défense, consultez le site de l'Équipe de la Défense à l'adresse : **dt.mil.ca**

LE SOUS-MINISTRE, JOHN FORSTER

M. Forster, à titre de chef du Centre de la sécurité des télécommunications Canada, a eu la chance de collaborer étroitement avec de nombreux membres du personnel civil et militaire.

« J'ai pu constater le professionnalisme, la compétence et le dévouement de l'Équipe de la Défense. J'apprécie le caractère unique et intégré de cette organisation, de même que sa taille et j'ai hâte d'en apprendre davantage dans le cadre de notre collaboration pour atteindre nos objectifs communs au service du Canada. », affirme M. Foster.

Je suis convaincu qu'ensemble, nous tirerons profit de moments qui seront assurément intéressants et prometteurs. Je me réjouis à la perspective de travailler aux côtés du chef d'état-major, le général Lawson, des dirigeants de N1 et de leurs équipes de gestion alors que nous continuons à satisfaire aux priorités et aux objectifs communs de la Défense.

RÔLE DU SOUS-MINISTRE

Le sous-ministre de la Défense nationale dirige le ministère de la Défense nationale, et, à titre de conseiller civil principal du ministre nommé par le Cabinet en fonction de la recommandation du premier ministre, il est responsable des tâches suivantes :

- Conseils stratégiques;
- Gestion ministérielle;
- Coordination interministérielle;
- Relations internationales dans le domaine de la défense.
- Renouvellement de la fonction publique;
- Relations fédérales-provinciales;
- Gestion du portefeuille;

Le sous-ministre doit assurer la direction stratégique de la répartition des ressources et de la gestion des ressources, et rendre des comptes à l'égard de ces responsabilités.

À LA DOUCE MÉMOIRE D'UN TECH SAR

La prestance du sergent Mark Salesse, un technicien en recherche et sauvetage du 435e Escadron de transport et de sauvetage, à Winnipeg, au Manitoba, faisait en sorte que les gens le remarquaient; cependant, c'est grâce à sa propension à venir en aide aux autres que les gens le considéraient comme un frère ou un ami.

Le 5 février, le Sgt Salesse, un tech SAR chevronné, entreprenait un exercice d'entraînement régulier en montagne en compagnie de son équipe de recherche et sauvetage au moment où il a été emporté par une avalanche. Il a été enseveli sous la neige recouvrant le parcours Polar Circus, au parc national Banff, en Alberta. Les mauvaises conditions météorologiques et le risque d'autres avalanches ont augmenté le niveau de difficulté des efforts initiaux menés par son compagnon de cordée immédiatement après l'avalanche et celui des recherches subséquentes effectuées par des spécialistes de la sécurité des visiteurs de Parcs Canada. Le 11 février, la dépouille du Sgt Salesse a été récupérée du terrain dangereux.

« Au nom de la famille de l'ARC tout entière, je transmets mes plus sincères condoléances à sa famille, à ses amis et à tous ses collègues du 435e Escadron de transport et de sauvetage, à la 17e Escadre Winnipeg », a déclaré le lieutenant-général Yvan Blondin, commandant de l'Aviation royale canadienne.

Des membres des FAC de la Force opérationnelle aérienne en Irak observent deux minutes de silence pendant l'Op IMPACT, le 14 février, en hommage au Sgt Mark Salesse, un technicien en recherche et sauvetage qui a perdu la vie pendant un exercice d'entraînement en montage en Alberta.

La Feuille d'érable
SMA(AP)/DGPSAP
101, promenade Colonel-By
Ottawa ON K1A 0K2

Télécopieur : 819-997-0793
Courriel : +Internal Communications internes@ADM(PA)@Ottawa-Hull
nternal_communications_internes@forces.gc.ca
Site Web : www.forces.gc.ca

Traduction : Bureau de la traduction, TPSGC

Tout militaire des Forces armées canadiennes et employé civil du MDN peut proposer des articles en vue de les faire publier. Pour connaître les lignes directrices de soumission d'articles, consultez le site Web de l'Équipe de la Défense. Les articles peuvent être cités, en tout ou en partie, à condition d'en indiquer la provenance, soit *La Feuille d'érable*, et de mentionner l'auteur du texte ou le nom du photographe, s'il y a lieu.

La Feuille d'érable est la publication mensuelle nationale de la Défense nationale et des Forces armées canadiennes. Elle est publiée avec l'autorisation du Sous-ministre adjoint (Affaires publiques).

ISSN 1480-4336 • NDID/IDDN A-JS-000-003/JP-001

PAGE COUVERTURE :

Un CC-130J Hercules atterrit au Koweït durant l'Op Impact.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL FAIT L'EXPÉRIENCE DU GRAND NORD

Un endroit enneigé pendant dix mois sur douze et où il fait froid la majeure partie de l'année ne serait pas une destination idéale pour beaucoup de gens. C'est pourtant à un tel endroit que s'est rendu le gouverneur général David Johnston afin d'effectuer sa première visite à la Station des Forces canadiennes (SFC) Alert.

Le gouverneur général voue une admiration sans borne aux hommes et aux femmes en uniforme des Forces armées canadiennes (FAC) et il s'intéresse toujours au travail difficile accompli par les membres des FAC, peu importe où ils se trouvent dans le monde.

« À mon avis, les gens sont confrontés à trois grands défis : la nature, les autres humains, et leur propre personne. Ici, dans le Nord, ces défis sont amplifiés parce que la vie est plus rude », déclare-t-il.

SFC ALERT

La première impression du gouverneur général concernant le lieu habité en permanence le plus septentrional du monde, situé à 817 kilomètres du pôle Nord, a été à quel point les membres de l'Équipe de la Défense qui sont sur place composent avec les défis associés à leur séjour de six à huit mois à la SFC Alert.

Plus de 55 militaires, civils et employés contractuels fournissent des services d'administration, d'opérations, de génie construction, de transport, d'approvisionnement, de services d'alimentation et de soins médicaux. Environnement Canada envoie jusqu'à quatre employés à la fois à la station. Bon nombre de personnes viennent également à Alert de façon temporaire.

Par ailleurs, le personnel de la SFC Alert entretient des moyens de géolocalisation pour appuyer les opérations et les installations de radiogoniométrie haute fréquence qui soutiennent les missions de recherche et sauvetage et d'autres opérations, ainsi que les chercheurs d'Environnement Canada et les spécialistes de l'Arctique. La station contribue aussi d'une façon fondamentale à l'affirmation de la souveraineté du Canada dans l'Arctique.

« Au sommet du monde, nous recevons des données de renseignement sur les transmissions de l'hémisphère Nord. Le renseignement est de nature non seulement stratégique, mais aussi environnementale et scientifique; on recueille de l'information à partir de ce point d'observation et d'écoute unique en son genre sur cette grande planète Terre », souligne le gouverneur général.

RENSEIGNEMENT D'ORIGINE ÉLECTROMAGNÉTIQUE

Lors de sa visite dans le Nord, le gouverneur général a eu l'occasion d'observer certains des travaux de recherche novateurs qui sont menés à la station. La SFC Alert entretient des installations de collecte du renseignement d'origine électromagnétique (ROEM) pour appuyer les opérations des FAC. Les missions de ROEM sont accomplies à distance grâce aux installations et aux équipements placés dans la station.

« Le Nord est si vaste, et pourtant, nous en savons moins à son sujet que sur bien d'autres endroits au monde. J'envisage de grandes possibilités pour que les FAC apprivoisent le Nord et fassent progresser la compréhension scientifique de cette région, en collaboration avec les autres membres du Conseil de l'Arctique, au-delà des frontières, pour veiller à mieux comprendre, grâce à des efforts concertés, ce qui se passe dans ce coin du monde. »

Au fil des ans, les progrès technologiques ont mené à la réduction du nombre de membres du personnel requis pour les rôles liés aux opérations et à la collecte du renseignement d'origine électromagnétique.

LES ÉLUS DU GRAND NORD

« Comme vous le savez, je voue une admiration sans borne pour les militaires canadiens, hommes et femmes. C'est si beau de voir qu'on parle des membres du personnel de la station comme des élus du Grand Nord. Ils se sont portés volontaires et ont été choisis parce qu'ils ont des aptitudes et des capacités particulières pour mettre en pratique les meilleurs éléments du travail d'équipe », souligne le gouverneur général. « J'étais émerveillé de voir à quel point leur moral était bon. Même après quatre mois d'obscurité complète, l'effervescence et l'esprit de corps sont flagrants. »

La visite du gouverneur général lui a permis de découvrir avec intérêt les difficultés associées à la vie dans le Grand Nord, non seulement à cause de sa situation géographique, mais aussi en raison des conditions météorologiques à la SFC Alert.

« Nous avons eu l'immense plaisir de nous rendre dans le Grand Nord et d'apporter des fournitures, notamment du carburant, transporté par l'un de nos gros CC-17 », souligne-t-il. « C'est tout un appareil. Il devait passer la nuit à Thule, la base aérienne des Forces aériennes des États-Unis au Groenland, à quelque 700 ou 800 km, mais les vents s'élevaient à plus de 160 km/h à Thule, ce n'était donc pas le bon moment de s'y rendre. »

Il s'agissait de la première fois que le CC-17 devait rester stationné pour la nuit selon la récente mémoire du 429e escadron et certainement la première fois durant une période de froid et de noirceur du mois de janvier.

« Nous n'étions pas certains si les moteurs allaient fonctionner le lendemain, mais l'équipage est sorti avec l'équivalent d'un séchoir à cheveux pour réchauffer les moteurs d'aéronefs et il a réussi à démarrer les moteurs et nous sommes repartis. C'était un autre rappel que la vie dans le Nord est difficile, mais que les gens qui l'habitent ne se laissent pas abattre par les obstacles », souligne le gouverneur général.

PHOTO : Sgt Ronald Duchesne

Le gouverneur général David Johnston dépose une couronne au monument commémoratif Boxtop 22, où un C-130 Hercules s'est écrasé le 30 octobre 1991, dans le cadre de l'Op BOXTOP 22, ainsi qu'au monument commémoratif Lancaster, où un Lancaster du 405e Escadron (nº 965) s'est écrasé durant une mission de réapprovisionnement, le 31 juillet 1950.

ERRATUM Dans l'article « Les Bérets marron canadiens rencontrent des parachutistes en service » du numéro de décembre de *La Feuille d'érable* (vol. 17, nº 11, p. 13), plusieurs faits erronés ont été présentés. L'opération était nommée Op OVERLORD, et non Op NEPTUNE. Le 1er Bataillon canadien de parachutistes a été la seule unité canadienne à prendre part à l'opération aérienne, aux côtés de 541 parachutistes participant au jour J. Par ailleurs, l'Adjum (retraité) Mervin Jones n'a pas été prisonnier de guerre, et à l'heure actuelle, il n'y a pas que deux parachutistes de la Deuxième Guerre mondiale encore vivants.

LE VISAGE DES OPÉRATIONS

DÉCLENCHEMENT D'UNE AVALANCHE contrôlée pendant l'Op PALACI

Peu de gens ont l'occasion de déclencher une avalanche dans le col Rogers, mais c'est exactement ce que la lieutenante-gouverneure de la Colombie-Britannique, Mme Judith Guichon, a pu faire, le 28 janvier, pendant sa visite aux militaires participant à l'opération PALACI.

Dans le cadre de sa visite, elle a pu voir les installations du Centre de la découverte du Col-Rogers et le complexe de Parcs Canada, en compagnie du commandant de la Force opérationnelle interarmées (Pacifique) (FOI[Pacifique]), le contre-amiral Bill Truelove. Par ailleurs, à la fin de la journée, la lieutenante-gouverneure a eu l'honneur d'être la première à tirer le cordon d'un obusier CS de 105 mm, qui sert à déclencher des avalanches contrôlées.

Il s'agissait d'une occasion d'en apprendre davantage sur le programme de contrôle des avalanches, de remercier les personnes qui assurent le succès de celui-ci et de souligner le partenariat de plus de 50 ans qui lie Parcs Canada et les Forces armées canadiennes (FAC).

« Cette équipe spécialisée travaille avec acharnement chaque jour pour assurer la sécurité des routes de la Colombie-Britannique », a affirmé la lieutenante-gouverneure Guichon. « Et c'est pourquoi nous lui sommes reconnaissants. »

En guise de remerciement, la lieutenante-gouverneure a présenté des pièces commémoratives du 50e anniversaire aux personnes qui ont contribué à cette précieuse opération, notamment des employés de Parcs Canada, du ministère des Transports de la C.-B. et du Canadien Pacifique, ainsi que des membres des FAC.

HISTORIQUE DE L'OPÉRATION

L'Op PALACI est la contribution des FAC au programme de contrôle des avalanches de Parcs Canada dans le col Rogers, où la Transcanadienne et le chemin de fer du Canadien Pacifique traversent la chaîne Selkirk. L'opération annuelle, qui se déroule de novembre à avril, a pour objet de prévenir les avalanches déclenchées naturellement et de veiller à ce que la route et les chemins de fer qui lient les régions côtières de la C.-B. au reste du Canada demeurent ouverts.

« Nous travaillons continuellement avec d'autres ministères et organismes gouvernementaux à l'échelle de la province afin que les Forces armées canadiennes puissent fournir le soutien nécessaire, au besoin », a expliqué le Cam Truelove. « L'opération PALACI n'est qu'un autre exemple de la façon dont nous travaillons étroitement avec nos partenaires régionaux pour atteindre notre objectif. »

Le col Rogers reçoit chaque hiver, en moyenne, quatorze mètres de neige au niveau de la limite forestière, et la région comporte plus de 130 couloirs d'avalanche traversant la Transcanadienne. Par mesure de prévention, des scientifiques de Parcs Canada déterminent où il est plus probable que des avalanches se produisent et ils transmettent ces renseignements à la force opérationnelle d'artillerie. Cette dernière tâche consiste ensuite à tirer des obus à partir de 17 différents emplacements d'artillerie le long de l'autoroute, afin de prévenir une accumulation de neige pouvant entraîner de dangereuses avalanches non contrôlées.

L'opération constitue le plus important programme mobile de contrôle des avalanches au monde faisant appel à une équipe d'artillerie. Elle est menée par des régiments de la Force régulière et de la Réserve de l'Artillerie royale canadienne, et relève du commandement et du contrôle de la FOI(Pacifique).

La lieutenante-gouverneure Judith Guichon est la première à tirer le cordon d'un obusier CS de 105 mm en vue de déclencher une avalanche contrôlée, au cours de sa visite dans le cadre de l'Op PALACI, au parc national des Glaciers, à Revelstoke, en C.-B.

MISE À JOUR DE l'Op IMPACT

En date du 24 Février, les progrès des forces irakiennes dans le nord de l'Irak, appuyés par les frappes aériennes de la coalition, ont permis de récupérer une partie du territoire de l'Etat islamique d'Irak et du Levant (ISIL). Aussi dans le nord de l'Irak, les forces irakiennes ont réussi à repousser les agressions d'ISIL et ont regagné du terrain qu'ils avaient perdu en été. Les forces irakiennes sont également en pleine manœuvre pour entourer Mossoul, la deuxième plus grande ville en Irak et le centre du nord de l'Irak. Ces succès ont restreint la liberté de mouvement d'ISIL entre la Syrie et Mossoul, et ont contraint ISIL à pousser leurs voies d'approvisionnement plus au sud, les exposant ainsi à une suite de frappes aériennes de la coalition.

La force opérationnelle aérienne en Irak a mené 538 sorties, avec 352 sorties menées par le CF-188 Hornet. Le ravitailleur CC-150T Polaris a effectué 88 sorties, fournissant près de 5 090 000 livres de carburant soit 2 308 784 kg pour les avions de la coalition et le CP-140 Aurora a effectué 98 missions de reconnaissance.

Alors qu'ils prenaient part à des opérations de la coalition en soutien aux forces de sécurité irakiennes, des CF-188 Hornet ont frappé trois positions de combat du groupe ISIL au nord de Mossoul à l'aide de munitions à guidage de précision. Le 13 Février, le CF-18 des FAC a mené une frappe aérienne de la coalition contre une usine d'engin explosif improvisé (IED) d'ISIL près de Hit dans la province d'Anbar.

Les avancées d'ISIL en Irak ont pratiquement cessé et nous continuons à voir des signes de progrès. Les Forces de sécurité irakiennes sont en mesure de monter des opérations offensives pour récupérer les territoires perdus et finalement récupérer la souveraineté de leur pays qui est le but ultime de l'effort de la coalition.

OPS DES FAC À TRAVERS LE MONDE...

Des membres de l'équipage du NCSM *Fredericton* regroupés sur le gaillard avant procèdent au « rassemblement » coutumier pendant que le navire prend la mer après avoir quitté Split, en Croatie, durant l'Op REASSURANCE.

Des membres du peloton de reconnaissance du 3e Bataillon, The Royal Canadian Regiment (3 RCR), s'exercent à faire des tonneaux à bord d'un HMMWV Egress Assistance Trainer (HEAT) durant l'exercice ALLIED SPIRIT I en Allemagne, dans le cadre de l'Op REASSURANCE.

À bord de l'USS Simpson, un spécialiste d'arraisonnement de navires des FAC fournit des informations à un membre de l'équipe d'arraisonnement de la Garde côtière des Seychelles lors de l'Ex CUTLASS EXPRESS à Port Louis, Ile Maurice.

LES RANGERS CANADIENS IMPRESSIONNENT lors de l'Ex MOBILE RANGER

Des Rangers canadiens de plusieurs collectivités des Premières Nations ont impressionné un commandant en visite lors de l'exercice MOBILE RANGER 2015, un exercice d'entraînement de trois jours, en Ontario, dans le Grand Nord canadien.

Il s'agissait de la première fois que le brigadier-général David Patterson, commandant adjoint de la 4e Division du Canada, voyait les Rangers canadiens à l'œuvre et il a été marqué par leur habileté. L'Ex MOBILE RANGER a eu lieu en janvier, près de North Caribou Lake, une collectivité oji-crie isolée à 530 kilomètres au nord de Thunder Bay.

« Leur enthousiasme pour le programme des Rangers était formidable, même lorsque le mercure durant l'exercice est descendu à -40 °C, avec une température ressentie de -49 °C, souligne le Bgén Patterson. C'était une fin de semaine glaciale et leur capacité de poursuivre les activités, de travailler les mains nues sur les moteurs de motoneige, ou même d'habiter les lieux dans ces conditions est très impressionnante. »

L'exercice réunissait des Rangers canadiens de Bearskin Lake, de Kasabonika Lake, de Kitchenuhmaykoosib, de Muskrat Dam, de North Caribou Lake et de Sachigo Lake. Bon nombre d'entre eux avaient dû franchir d'importantes distances en motoneige pour participer à l'exercice.

Le Cplc Spencer Anderson, de Kitchenuhmaykoosib, bien emmitouflé pour résister au froid.

Le Bgén David Patterson parle à deux Rangers canadiens de la construction d'abris de fortune.

PHOTOS : Sgt Peter Moon

ENTRAÎNEMENT EXTÉRIEUR

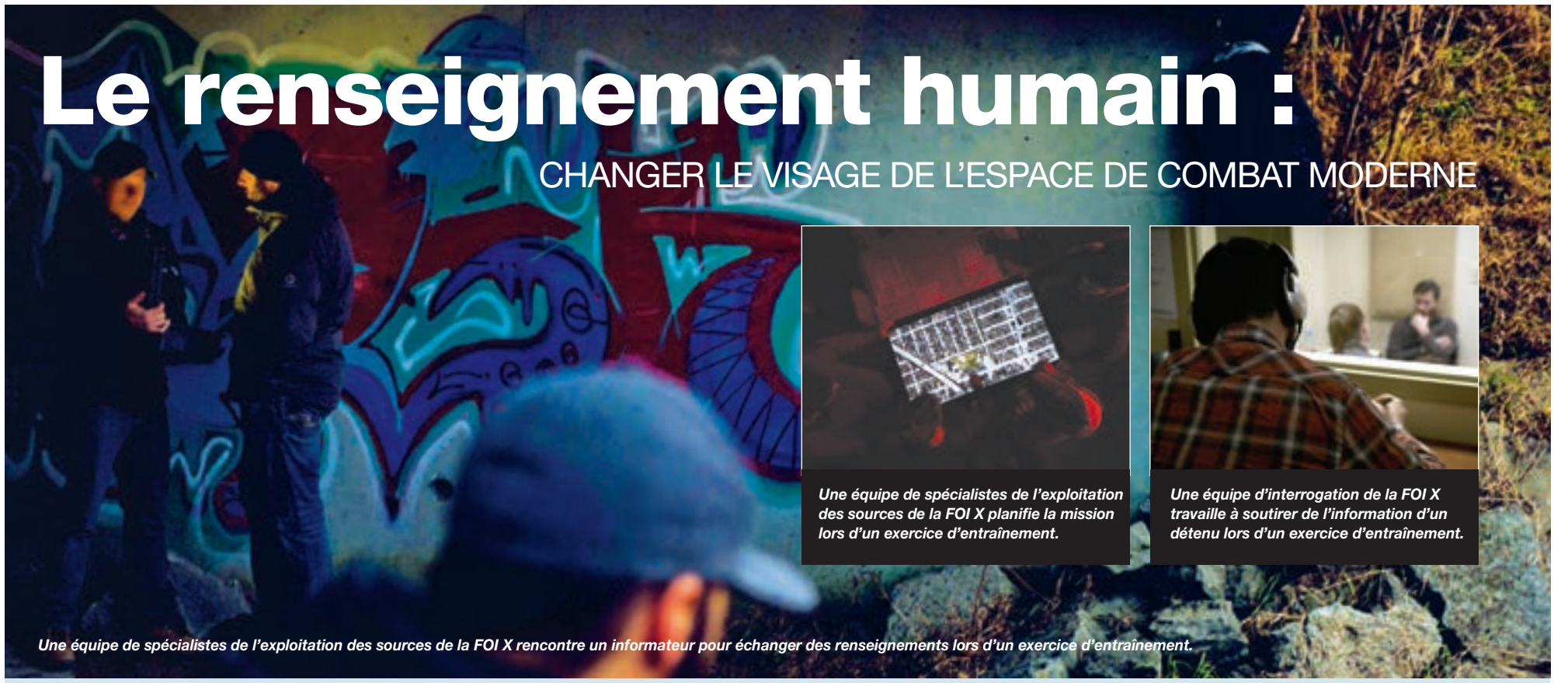
L'entraînement comprenait la construction d'abris de fortune, des signaux de fumée d'urgence, et un rude exercice de navigation nocturne, auquel le Bgén Patterson a participé, en conduisant une motoneige pour la première fois.

« Avant l'exercice de navigation de nuit, un des sergents m'a emmené faire une promenade d'essai, pour me donner des compétences de base, me permettre de suivre l'exercice et de ne pas rester derrière », rapporte le Bgén Patterson. « Les Rangers se sont ravitaillés en carburant à -40 °C, dans l'obscurité. Ils ont navigué à l'aide d'un GPS, en se déplaçant sur les motoneiges en pleine nuit, et ils sont arrivés à 10 pieds [trois mètres] du point qu'ils devaient atteindre à cinq reprises. C'était plutôt remarquable. »

Dans le Nord de l'Ontario, les Rangers canadiens jouent un rôle de premier plan en matière de recherche et sauvetage, ainsi que durant des situations d'urgence lors d'inondations printanières et de feux de forêt. L'Armée canadienne peut compter sur des unités d'intervention rapide dans les bases du sud du Canada, qui sont censées intervenir dans un délai de 12 heures. Les Rangers, pour leur part situés dans les collectivités du Nord canadien, interviennent souvent en une ou deux heures.

Le renseignement humain :

CHANGER LE VISAGE DE L'ESPACE DE COMBAT MODERNE



Une équipe de spécialistes de l'exploitation des sources de la FOI X planifie la mission lors d'un exercice d'entraînement.

Une équipe d'interrogation de la FOI X travaille à soutirer de l'information d'un détenu lors d'un exercice d'entraînement.

Une équipe de spécialistes de l'exploitation des sources de la FOI X rencontre un informateur pour échanger des renseignements lors d'un exercice d'entraînement.

Le renseignement tactique à facteur temps critique recueilli par les spécialistes du renseignement humain (HUMINT) s'est avéré très précieux pour les commandants de force opérationnelle, et il est reconnu pour avoir contribué à la réussite de missions et sauvé des vies.

La Force opérationnelle interarmées X (FOI X), l'unité de renseignement humain du Canada de l'ère moderne, fournit des ressources stratégiques, opérationnelles et tactiques en matière de renseignement humain, à l'appui des programmes et des opérations du MDN et des FAC.

RACINES DE LA FOI X

La FOI X tire ses origines du Corps canadien du renseignement, qui a été mis en service le 29 octobre 1942. Les opérations de collecte du renseignement humain sont une partie intégrale des opérations militaires modernes et sont cruciales pour comprendre les intentions et les capacités des adversaires.

La FOI X fait partie du Groupe du renseignement des Forces canadiennes (Gp Rens FC), qui relève du Commandement du renseignement des Forces canadiennes (COMRENSFC).

« En raison de la situation géopolitique internationale actuelle, le renseignement humain continuera de jouer un rôle crucial de multiplicateur de la force dans les missions opérationnelles futures », souligne le major-général Paul F. Wynnyk, commandant du COMRENSFC. « La FOI X peut recueillir les données sur le terrain, telles qu'interprétées par la population locale, et fournir des renseignements réalistes, fiables et actuels visant la zone d'opérations. »

COURANTS D'INFORMATION

La FOI X recueille des informations en utilisant deux différents courants : l'exploitation des sources et les opérations d'interrogation.

Les spécialistes de l'exploitation des sources établissent des relations discrètes avec des membres de la population locale qui ont accès à de l'information ayant de la valeur sur le plan du renseignement, qui sont motivés à fournir cette information et capables de le faire.

Les interrogateurs cherchent à obtenir de l'information de valeur sur le plan du renseignement de la part de personnes réticentes, en établissant des rapports avec elles et en méritant leur confiance et leur respect.

« La FOI X est composée de soldats professionnels hautement qualifiés, qui acceptent les défis particuliers de leur domaine et qui obtiennent constamment des résultats formidables », explique le colonel Greg Burt, commandant du Gp Rens FC. « Les spécialistes de l'exploitation des sources et les interrogateurs de la FOI X doivent subir un processus de sélection rigoureux et réussir des cours très difficiles, afin de faire en sorte que seuls les plus qualifiés et les plus professionnels obtiennent une place dans l'unité. »

CARRIÈRES

Si une carrière de spécialiste de l'exploitation des sources et des interrogateurs à la FOI X vous intéresse, veuillez consulter la page Web de la FOI X (CFINTCOM.mil.ca) pour lire les instructions pour présenter une demande et télécharger un formulaire.

Pour obtenir davantage de renseignements, veuillez communiquer avec l'officier de l'éducation de la FOI X, par RCCC, au 271-7803, ou par courriel, à +SHAC@CFINTGP HQ@Ottawa-Hull, pour des renseignements sur les spécialistes de l'exploitation des sources ou +IAC@CFINTGP HQ@Ottawa-Hull, pour les interrogateurs.

LA NOUVELLE DIRECTIVE SUR LA GESTION DU RENDEMENT : Un an plus tard

Dans le but d'assurer une approche uniforme dans la mesure du rendement et la production de rapports sur le rendement des employés civils de l'administration publique centrale, le Secrétariat du Conseil du Trésor a mis en œuvre la Directive sur la gestion du rendement le 1er avril 2014.

La gestion du rendement comprend des activités qui précisent ce que l'employé doit réaliser dans le cadre de son travail et comment il doit le faire. Ces activités comprennent la définition des attentes en matière de rendement, en ce qui concerne les objectifs de travail et les comportements attendus (c'est-à-dire les compétences), l'établissement d'objectifs, la rétroaction, le soutien relatif à l'apprentissage et au perfectionnement de l'employé, et la documentation du rendement dans l'entente de rendement de l'employé.

CYCLE ANNUEL DE GESTION DU RENDEMENT

La gestion du rendement est un processus continu comprenant la planification, l'élaboration, l'encadrement, la rétroaction et l'évaluation du rendement des employés.

Certaines exigences en matière de gestion du rendement sont ponctuelles :

- Au début de l'exercice, lorsqu'on établit les attentes en matière de rendement à l'aide d'ententes de rendement (au plus tard le 1er avril);
- Au milieu de l'exercice, lors de l'examen du rendement de mi-exercice (au plus tard le 30 septembre);
- À la fin de l'exercice, lorsque le rendement est évalué (au plus tard le 31 mars).

La gestion du rendement oblige les employés et leur gestionnaire ou superviseur à participer à un dialogue perpétuel et à se réunir régulièrement pour passer en revue les progrès atteints en matière d'objectifs de travail et renforcer les compétences.

SOULIGNER LE PREMIER ANNIVERSAIRE DE LA DIRECTIVE

Le 31 mars approche, et le moment est venu pour les évaluations de fin d'exercice, de même que pour célébrer le premier anniversaire de la Directive sur la gestion du rendement. Nous pouvons donc examiner fièrement ce que nous avons accompli dans le cadre de ce programme. Des outils de formation en ligne et des vidéos d'instruction ont été mis au point pour les gestionnaires et les employés, grâce au Réseau d'apprentissage de la Défense. Des formulaires adaptés ont été préparés afin de répondre aux besoins individuels de chaque ministère. Des ateliers sur la gestion du rendement ont eu lieu dans 17 centres d'apprentissage et de carrière aux quatre coins du Canada.

MISER SUR LE TALENT

Reconnaître et exploiter le potentiel d'un employé favorise une culture d'excellence dans la fonction publique en permettant au talent émergent de s'épanouir. Les plans de gestion du talent sont offerts aux employés performants afin de les aider à renforcer leurs compétences en vue de répondre aux besoins futurs de leur organisation.

AIDER LES EMPLOYÉS AU RENDEMENT INSATISFAISANT

Des plans d'action sont mis en œuvre pour les employés n'ayant pas atteint les objectifs de rendement. Un plan d'action peut aider ces employés à mieux comprendre ce qu'on attend d'eux et définir comment ils peuvent respecter leurs engagements. Il donne une liste détaillée du travail à accomplir, assortie des mesures du rendement et du délai dans lequel l'employé doit exécuter ses tâches selon les normes acceptables.

POUR EN SAVOIR PLUS

Un an après avoir été mise en œuvre, la Directive sur la gestion du rendement fournit une approche normalisée et uniforme pour évaluer le rendement des employés et favoriser une culture d'excellence à la fonction publique, en gérant de façon efficace les activités, les employés et les attentes.

Veuillez consulter le site intranet de RH-Civ – Gestion du rendement (hrciv-rhciv.mil.ca), pour obtenir de plus amples renseignements, notamment le DAOD 5006-1 concernant le programme de gestion du rendement pour les employés, le processus de gestion du rendement, des FAQs, des outils, des formulaires, des activités, les politiques, les lignes directrices et les outils de communication. Visitez également le site du Conseil du Trésor pour de plus amples renseignements sur les outils d'évaluation, les moyens de fournir de la rétroaction et le cycle annuel de gestion du rendement.

AU DÉBUT DE L'EXERCICE

- Les objectifs de travail, d'apprentissage et de perfectionnement de l'employé sont établis ou mis à jour pour le prochain exercice, et l'entente de rendement est signée.
- Le gestionnaire/superviseur développe avec l'employé un plan de gestion des talents ou plan d'action au besoin.

A LA MI-EXERCICE

- Le gestionnaire/superviseur étudie les progrès de l'employé dans l'atteinte des objectifs et des compétences en lien avec le travail, formule de la rétroaction et modifie l'entente de rendement, ou le plan d'action le cas échéant, en conséquence et au besoin.
- L'employé relève de nombreux enjeux le concernant et ayant des répercussions sur son rendement.
- Le gestionnaire/superviseur étudie le plan d'apprentissage et de perfectionnement avec l'employé et y apporte les modifications requises.

À LA FIN DE L'EXERCICE

- Le gestionnaire/superviseur effectue une évaluation formelle de fin d'exercice et accorde une cote au rendement de l'employée.

Rétroaction et mentorat continus, reconnaissance de l'employé, perfectionnement du rendement grâce au plan d'apprentissage et de perfectionnement de l'employé, et élaboration d'un plan d'action ou de plan de gestion des talents au besoin.

DESTINATION 2020 — LE POINT SUR DIX ENGAGEMENTS

Objectif 2020 a proposé une vision de la fonction publique de demain. Des milliers de fonctionnaires ont donné leurs idées sur la façon de réaliser cette vision. À l'aide de ces commentaires, on a publié le rapport Destination 2020, comportant un plan d'action pour parvenir à destination.

Voici le point sur l'état de dix engagements proposés dans le rapport Destination 2020 à l'intention de la fonction publique dans son ensemble.

10 Carrefour central d'innovation et laboratoires de changement

Ces programmes aideront les ministères à accélérer l'innovation à l'échelle du système en propageant des pratiques exemplaires et des solutions efficaces, en incorporant des leçons tirées au Canada et à l'étranger, et en consignant les résultats. La première vague de projets sera annoncée à l'hiver 2015.

9 Équipe spéciale chargée de la réduction de la paperasse interne

Cette initiative privilégie une approche axée sur l'utilisation afin d'améliorer l'expérience de tous les fonctionnaires qui suivent des processus administratifs. À l'heure actuelle, l'équipe tâche de recueillir des expériences liées aux formalités administratives (en ligne et en personne). Les résultats et les prochaines étapes seront publiés en mars 2015.

8 Annuaire amélioré des fonctionnaires fédéraux

L'annuaire comprendra des profils détaillés des employés et une fonction de recherche fondée sur les compétences. Il comportera également d'autres améliorations, notamment une fonction axée sur les médias sociaux qui permettra d'établir des liens vers les renseignements sur les employés dans GCpédia et GCconnex. De nouvelles fonctions seront intégrées et un lancement général aura lieu dès que l'évaluation de la protection de la vie privée aura été achevée, à l'hiver 2015. L'accès du MDN à l'annuaire est limité en raison de préoccupations opérationnelles liées à la sécurité.

7 Vidéoconférences à partir des postes de travail

Vingt-cinq organisations ont installé une caméra Web et un logiciel normalisé au poste de travail de leurs employés. Une évaluation de la capacité d'approvisionnement des ministères est prévue au printemps 2015. Le MDN ne participe pas actuellement au projet pilote.

6 Accès Wi-Fi

L'initiative d'accès Wi-Fi sera mise en œuvre dans 20 ministères. Ainsi, 30 806 employés y auront accès au début 2015-2016. Les résultats du projet pilote seront publiés d'ici mars 2015. Le MDN travaille étroitement avec Services partagés Canada (SPC) pour faire fond sur cette capacité.

5 Améliorations des fonctionnalités de GCpédia, de GCconnex et de l'intranet partagé

Au printemps 2015, les utilisateurs auront accès à un outil de recherche amélioré, à une fonction d'ouverture de session partagée et à des améliorations du logiciel.

4 Perfectionnement de la langue seconde

De nouvelles mesures du niveau linguistique (expression et compréhension orales et écrites) font l'objet d'un projet pilote visant à fournir aux employés une indication de leurs compétences linguistiques. Sept produits en ligne de formation linguistique seront également offerts en 2015-2016.

3 Engagement pangouvernemental en matière d'apprentissage

Toutes les activités d'apprentissage de l'École de la fonction publique du Canada (EFPC) seront offertes gratuitement, de même que l'ensemble du programme d'apprentissage de 2016-2017. Les nouveaux produits comprennent une série d'activités d'apprentissage pour les cadres, un programme d'orientation en ligne et un programme exhaustif à l'intention des gestionnaires.

2 Processus de mobilisation pour définir et communiquer l'image de marque de la fonction publique fédérale

Le processus sera mis en œuvre dès que la page de destination de la fonction publique sera mise en ligne.

1 Page de destination de la fonction publique du Canada

La page de destination de la fonction publique du Canada (MonGC) fera connaître l'excellent travail des fonctionnaires et fera la promotion de possibilités d'emploi. Cette page, qui sera lancée à l'interne à l'hiver 2015, comportera également des liens vers les sites intranet ministériels, notamment celui du MDN.

POUR VOUS RENSEIGNER D'AVANTAGE SUR L'OBJECTIF 2020, VEUILLEZ CONSULTER LE SITE WEB GREFFIER.GC.CA.

OBJECTIF 2020 : L'initiative se poursuit

Le 29 janvier, des milliers de fonctionnaires publiques à travers le pays ont visionné la webdiffusion, Objectif 2020 : L'initiative se poursuit. Voici quelques grandes lignes des remarques de la Greffière du conseil privé, Janice Charrette au cours de la webdiffusion.

« Nous arrêtons de parler de ce qu'Objectif 2020 signifie et nous allons de l'avant avec son application. La mobilisation des gens est terminée. Le temps est maintenant venu de faire participer les gens, afin que ceux-ci s'investissent personnellement et énergiquement dans la création de l'avenir que nous savons possible pour la fonction publique.

La mobilisation des employés doit être considérée comme étant plus que « souhaitable » ou quelque chose que l'on fait de temps en temps – elle doit être acceptée comme étant une fonction organisationnelle essentielle.

J'ai remarqué que c'est au moment où les ministères et organismes intègrent les concepts d'Objectif 2020 dans leur travail quotidien, leurs processus décisionnels, leurs plans d'activités et la prestation de leurs services internes et externes que nous constatons de vrais changements.

Nous réussirons seulement si nous mettons ces initiatives à l'avant-plan – les principes d'Objectif 2020 doivent être intégrés à tout ce que nous faisons.

Cependant, alors que nous avançons, nous ne devons surtout pas perdre de vue l'élément humain. La vision d'Objectif 2020 ne concerne pas seulement ce que nous faisons. Elle a aussi une incidence sur nos comportements et sur nos façons de faire.

Janice Charrette, greffière du Conseil privé et secrétaire du Cabinet

Il faut mettre fin aux jours où on gardait l'information pour soi pour s'accrocher au pouvoir. Nous devons tous ajuster nos paramètres par défaut à « ouverture » et « partager ».

Il nous faut également une culture qui permet aux gens de faire preuve d'audace et d'innovation.

Souvent, nous pensons à l'innovation comme étant quelque chose de grandiose – mais celle-ci ne doit pas nécessairement être révolutionnaire ou transformer les technologies ou les systèmes – elle consiste plutôt à faire les choses différemment, ce qui est un élément central d'Objectif 2020.

Cela pourrait être quelque chose d'aussi simple que moins de rondes de changements à une note d'information parce que tout le monde se concentre maintenant sur la valeur de chaque ajout avant de sortir son crayon rouge.

Plus que 110 000 personnes ont participé au processus de mobilisation sur Objectif 2020, générant ainsi des idées par milliers. Cela en dit long sur le désir et l'enthousiasme envers le changement.

Je crois que notre succès est largement attribuable aux employés qui jouent un rôle actif, prennent leurs responsabilités et se sentent personnellement outillés et responsables de réaliser la vision d'Objectif 2020.

Alors, je vous lance le défi suivant – je veux que chacun d'entre vous réfléchisse à la façon dont vous pouvez apporter un changement positif dans votre milieu de travail pour nous aider à réaliser la vision d'Objectif 2020.

Les gestes de chacun feront ensemble la différence entre la réalisation ou l'échec de notre vision.

Vous vous demandez ce que vous pouvez faire? Les possibilités sont illimitées. Par exemple :

- Dans votre prochain plan d'apprentissage, proposez une façon d'acquérir de nouvelles compétences qui selon vous seraient essentielles dans la Fonction publique de demain;
- Identifiez un processus qui selon vous est beaucoup trop lent, découvrez la raison d'être de ce processus et comment vous pourriez le simplifier, et proposez un nouveau processus. »

Pour voir la version complète de la webdiffusion de la Greffière, consultez greffier.gc.ca.

SOYEZ ARCHITECTES DES COMMUNICATIONS À LA DÉFENSE NATIONALE!

Voici venu le moment de participer à la fondation des structures de communication interne de la Défense nationale.

Le prochain sondage de 2015 sur les communications internes de l'Équipe de la Défense, appuiera les communications à la Défense nationale en fournissant les données nécessaires pour améliorer les outils de communication interne et mieux comprendre les besoins en matière de mobilisation et d'information de l'Équipe de la Défense.

Le sondage sera en cours pendant un mois, et 12 000 membres de l'Équipe de la Défense ont été choisis pour remplir le sondage. Des copies électroniques et sur papier seront fournies aux participants de tout le pays.

L'équipe des communications ministérielles internes (CMI) des Affaires publiques s'occupe de planifier et de produire, à l'appui des priorités de la défense, divers outils internes afin de communiquer avec l'Équipe de la Défense. Le sondage a été conçu pour examiner l'efficacité de ces outils à l'échelle de l'Équipe de la Défense :

- *La Feuille d'érable*;
- Site intranet de l'Équipe de la Défense;
- Les courriels hebdomadaires envoyés à l'Équipe de la Défense;
- Connex Défense.

HISTORIQUE DU SONDAGE

Le dernier sondage sur *La Feuille d'érable* remonte à 2008. Depuis, il y a eu d'importants changements au journal et de nouveaux outils de communication ont été mis en œuvre. Les résultats doivent être réévalués, puisqu'ils ont été compilés avant l'arrivée des tâches liées aux communications ministérielles internes à la Défense nationale, en 2009. Le sondage permettra d'éclairer la mise en œuvre de nouveaux outils et l'évolution des produits existants.

Les résultats du sondage seront utilisés pour déterminer les meilleures façons de communiquer avec les employés et établir quels outils doivent être révisés, modifiés ou mis en œuvre. Les résultats seront également un élément important pour veiller à la communication efficace des initiatives de renouvellement de la Défense.

SUJET PRINCIPAL DU SONDAGE

Le sondage comprendra diverses questions concernant divers outils de communications, les préférences et les connaissances des utilisateurs, y compris la compréhension de la Défense nationale et de l'Équipe de la Défense, les outils de communication interne, l'utilisation et les préférences en matière de communications et l'efficacité du milieu des communications ministérielles internes, y compris la chaîne de commandement, les outils des organisations de N1, etc.

Si vous êtes choisi au hasard pour participer au sondage, veuillez participer afin de nous donner votre opinion et de bâtir l'avenir des communications internes à la Défense nationale.

ANNONCE du mois de février

Malgré le fait que la majeure partie du pays a été paralysé par des alertes de conditions météorologiques extrêmes, l'Équipe de la Défense a travaillé sans relâche en février.

Le 5 février

LE MINISTRE NICHOLSON A ASSISTÉ À LA RÉUNION DES MINISTRES DE LA DÉFENSE DE L'OTAN

L'ancien ministre de la Défense, Rob Nicholson, a rencontré ses homologues dans le cadre de la réunion des ministres de la Défense de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), à Bruxelles, en Belgique. Cette rencontre a donné l'occasion d'examiner la mise en œuvre du plan de préparation opérationnelle et d'échanger des points de vue sur l'environnement dynamique de la sécurité mondiale.

Le 11 février

LE CEMD ANNONCE DES NOMINATIONS, DES PROMOTIONS ET DES DÉPARTS À LA RETRAITE

Le général Tom Lawson, chef d'état-major de la défense, a annoncé la liste de nominations, de promotions et de départs à la retraite chez les officiers généraux des Forces armées canadiennes (FAC) de cette année. Ces officiers dirigent les FAC dans la défense des valeurs et des intérêts du Canada au pays et à l'étranger.

Le 13 février

L'ÉQUIPE DE VÉRIFICATION DU CONTRÔLE DES ARMEMENTS DIRIGÉE PAR LE CANADA TERMINE SA DERNIÈRE MISSION EN UKRAINE

Trois membres des FAC ont dirigé une équipe internationale de six personnes dans le cadre d'une mission de vérification du contrôle des armements en Ukraine, du 3 au 13 février.

Il s'agit de la troisième visite de vérification du contrôle des armements dirigée par le Canada en Ukraine depuis le début de la crise actuelle, en mars 2014. L'Ukraine a demandé que les États participants de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, dont le Canada fait partie, mènent une série de missions sur son territoire dans le cadre du Document de Vienne 2011, en vue d'accroître la transparence relativement aux activités militaires en Ukraine.

Le 17 février

DES SOLDATS DE L'ARMÉE CANADIENNE ET BRITANNIQUE VISENT UN NIVEAU DE PRÉPARATION ÉLEVÉ

Des membres de l'Armée canadienne provenant principalement de la 2e Division du Canada ainsi que des membres de l'Armée britannique participent à l'exercice UNIFIED RESOLVE 2015 (Ex UR 15), à Valcartier, au Québec, du 10 au 27 février. Cet exercice est une étape clé du cycle des entraînements et du chemin vers un niveau de préparation élevé de l'Armée canadienne.

Le chemin vers un niveau de préparation élevé est le régime d'entraînement effectué par les éléments de l'Armée canadienne pour les préparer en vue d'une mission nationale ou expéditionnaire qui pourrait leur être confiée par le gouvernement du Canada. L'état final de l'entraînement est de produire des éléments compétents, confiants et intégrés qui sont à la fois mobiles, souples et prêts à mener des opérations dans l'ensemble du spectre.

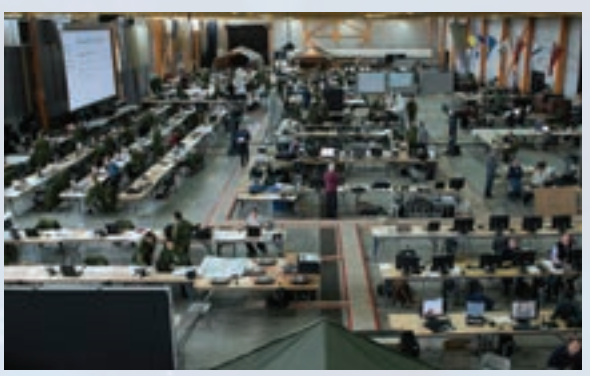


PHOTO : Cplc Simon Duchesne

Les participants au centre de contrôle de la BFC Valcartier dans le cadre de l'Ex UNIFIED RESOLVE.

Le 19 février

LE NOUVEAU MINISTRE DE LA DÉFENSE ASSISTE À LA CONFÉRENCE SUR LA SÉCURITÉ ET LA DÉFENSE À OTTAWA

Le ministre de la Défense, Jason Kenney, a prononcé un discours-thème à la Conférence sur la sécurité et la défense de 2015. Il a également profité de l'occasion pour tenir sa première réunion bilatérale avec le commandant du Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD) et du US Northern Command (USNORTHCOM), l'amiral américain Bill Gortney.

Le 20 février

DES MILITAIRES PARTICIPENT À UN DÉPLOIEMENT EN SIERRA LEONE

Le second groupe de membres des FAC participant à l'opération SIRONA a quitté le Royaume-Uni à destination de Kerry Town, en Sierra Leone. Cette rotation permettra de remplacer le premier groupe de médecins, de membres du personnel infirmier, d'auxiliaires médicaux et de responsables du soutien des FAC. Les militaires sont déployés en Afrique occidentale à la suite d'un entraînement exhaustif aux côtés de leurs homologues britanniques et en soutien continu de la réponse du Canada à l'épidémie du virus Ebola.

Pour la liste complète des annonces de la Défense, consultez le site dt.mil.ca.

La chronique « **LES INNOVATEURS** » présente des membres de l'Équipe de la Défense qui ont fait preuve de grande innovation et d'ingéniosité dans leur milieu de travail. À l'aide de récits vécus, la chronique illustre les idées innovantes proposées, celles qu'on a mises en oeuvre, de même que leur incidence éventuelle sur l'Équipe de la Défense.

L'ANTENNE FRANKENSTEIN : une solution unique aux innombrables possibilités

« J'ai reçu un courriel d'un gars disant : "Je participe à un déploiement au beau milieu du désert, et ma connexion Internet est plus rapide ici qu'elle ne l'est dans mon bureau de Kingston" »

— Capt Ben Mahar

À maintes reprises, des collègues, des superviseurs et vraisemblablement quiconque ayant eu des rapports avec le capitaine Ben Mahar au cours de ses huit années au sein des Forces armées canadiennes (FAC) l'ont décrit comme étant un cowboy.

Mais il a également accompli un chef-d'œuvre héroïque : fournir une largeur de bande de taille aux opérations de déploiement, dans le cadre du projet de télécommunications par satellite IP (SATCOM IP) du sous-ministre adjoint (Gestion de l'information).

« Le Capt Mahar est l'un des seuls experts au Canada en matière de réseaux de la TI et de télécommunications par satellite. Ses compétences sont uniques », affirme le colonel Donald Rousseau, Directeur – Ingénierie et intégration (Gestion de l'information) (DIIGI).

À partir d'un petit bureau du secteur ouest d'Ottawa, le Capt Mahar a conçu des solutions qui s'étendent à l'autre bout du monde, jusqu'aux endroits les plus éloignés, où les infrastructures de communication sont peu probables, mais où les connexions à haute vitesse sont essentielles au personnel des FAC sur le sol, dans les airs et en mer.

Il est donc devenu un héros inattendu aux yeux de sa clientèle, à savoir les « gars sur le terrain ». Certes, dans son travail, sa priorité est toujours axée sur les membres en déploiement, pour qui il élabore des solutions pouvant satisfaire à leurs besoins.

Et c'est leur rétroaction que le Capt Mahar trouve la plus satisfaisante.

« J'ai reçu un courriel d'un gars disant : "Je participe à un déploiement au beau milieu du désert, et ma connexion Internet est plus rapide ici qu'elle ne l'est dans mon bureau de Kingston" », affirme le Capt Mahar.

PREMIÈRE ÉTAPE : CONSTRUIRE UNE ANTENNE FRANKENSTEIN POUR LA MARINE

Le projet SATCOM IP remonte à la participation du Capt Mahar au projet Mercury Global du SMA(GI), dans le cadre duquel les FAC et leurs alliés militaires tentaient d'élaborer un système mondial de communications militaires par satellite, après avoir eu recours à des baux commerciaux pendant des décennies.

Bien que le projet Mercury Global ait fourni une largeur de bande satellite sans précédent, l'infrastructure au sol nécessaire pour soutenir une telle capacité n'était pas encore en place.

Ainsi, lorsque la Marine a éprouvé des difficultés à l'égard de ses baux commerciaux de communications par satellite, le Capt Mahar a relevé le défi de trouver une solution en tirant parti du tout nouvel accès à des satellites, tout en limitant le plus possible les coûts supplémentaires.

Pour ce faire, le Capt Mahar a entrepris une sorte de chasse au trésor.

« Nous nous sommes informés un peu pour trouver des pièces de rechange pouvant être agencées », explique-t-il. « Nous avons donc emprunté des modems à un navire de la Marine et un réflecteur de rechange, des composantes d'une antenne d'Industrie Canada, ainsi que d'autres de la Force aérienne, et nous avons agencé toutes les pièces à Esquimalt. Nous avons construit notre première station d'ancrage, surnommée "Frankenstein" ».

À l'aide de l'antenne Frankenstein, la Marine a pu accroître sa vitesse de connexion Internet à bord de navires en déploiement, passant de 128 kilobits par seconde (essentiellement le double de la vitesse de l'accès par ligne commutée) à 1,5 mégabit par seconde. Au bout du compte, l'antenne a permis de fournir une largeur de bande dix fois plus grande.

« Avec peu d'argent, nous avons réussi à produire une capacité opérationnelle qui aurait autrement coûté des millions de dollars », ajoute le Capt Mahar.

CONVAINCRE LES AUTRES À SE JOINDRE À LA CAUSE, UN ESSAI À LA FOIS

Grâce au succès de l'antenne Frankenstein, la Marine n'a pas tardé à appuyer et admirer les solutions technologiques du Capt Mahar.

Dès que la Marine avait cerné la nécessité opérationnelle de faire la transition vers la technologie IP, le Capt Mahar s'est mis à l'œuvre pour façonner le prototype initial, et en six mois, un essai avait été établi à bord du NCSM *Iroquois*. D'après son superviseur, Eric Borris, cet essai serait celui qui allait « retenir l'attention de tout le monde ».

« Lorsque tout était branché, je leur ai montré comment le lien demeure stable », explique le Capt Mahar. « Puis, je leur ai montré comment passer d'une connexion de 128 kilobits par seconde à une connexion de 50 mégabits par seconde, à l'aide de la même antenne qui se trouvait à bord du navire depuis 20 ans. »

Cependant, pour fournir la même largeur de bande à l'échelle des FAC, c'est-à-dire à l'Armée, à la Marine et à la Force aérienne, il faudrait une passerelle de voix par IP. Travaillant étroitement avec une petite équipe du DIIGI, le Capt Mahar a aidé à créer la passerelle d'accès aux réseaux.

Dès lors, le Capt Mahar a organisé d'importants essais tous les quatre à six mois, et chaque essai présente une solution plus avancée et complexe que la précédente. Après chaque succès, le Capt Mahar et sa petite équipe réussissaient à convaincre un autre groupe à adopter leur cause, ce qui a incité un nombre grandissant de personnes à faire don de leur temps et de leurs ressources.

« Pour réaliser une telle affaire, il faut vraiment encourager les gens à vous aider », affirme M. Borris.

UNE SOLUTION UNIQUE AUX INNOMBRABLES POSSIBILITÉS

Bien que la Marine ait été la première à adopter la solution SATCOM IP, l'Armée l'a véritablement mise à l'essai dans le Nord canadien.

En août, le Régiment des transmissions interarmées des Forces canadiennes (RTIFC), à Kingston, a fait subir le test ultime à la solution en l'adoptant dans le cadre de l'opération NANOOK, à Iqaluit. Le personnel du RTIFC a rapidement noté la fiabilité et la portabilité de la solution comparativement aux baux commerciaux précédents, qu'un personnel composé de dix à quinze personnes mettait jusqu'à trois semaines pour mettre sur pied. Inversement, le nouveau système SATCOM IP est une solution ne mesurant pas plus qu'une valise et pouvant être mise en ligne en une journée.

Les possibilités découlant du projet SATCOM IP semblent illimitées, et les avantages sont bien en avance de leur temps. « La vérité est que nous n'aurions pas pu effectuer les réalisations du Capt Ben Mahar en une décennie », ajoute M. Borris.

La somme de ces réalisations nous pousse à remettre en question la source de cette motivation incessante, qui incite souvent le Capt Mahar à dormir avec son téléphone cellulaire, afin de répondre à des appels de service au beau milieu de la nuit.

« Ce qui m'importe le plus, c'est d'apporter une contribution concrète, » dit-il. « Ce serait tellement ennuyeux de me conformer au statu quo. J'aime voir que mes efforts permettent d'améliorer notre situation. »

Pour consulter la version intégrale de l'article, rendez-vous à **dt.mil.ca/innovators-innovateurs/index-fra.asp#tabs-1.**

Le Capt Ben Mahar regarde pendant que les techniciens grimpent une échelle de camion de pompiers pour finaliser les réparations sur l'antenne "Frankenstein" de la Marine.

LES AVANTAGES PARTICULIERS DES COMMUNICATIONS PAR SATELLITE

Les Forces armées canadiennes (FAC) continuent d'être appelées à participer à des opérations internationales importantes qui sont de plus en plus complexes et se déroulent dans des milieux dangereux. Pour accomplir ces missions, il est essentiel que les commandants opérationnels et les troupes qui participent aux déploiements aient accès à des communications garanties et fiables à des fins de commandement et de contrôle, de connaissance de la situation, de logistique et d'administration à l'appui de la gamme complète des opérations militaires.

PROJET MERCURY GLOBAL

Les communications sont la pierre angulaire d'une force militaire moderne, et les FAC tirent parti des avantages particuliers des communications par satellite pour réaliser leurs opérations. Le Projet Mercury Global est le nom donné à la participation du Canada au Système mondial de communications par satellite à large bande (WGS) des États-Unis.

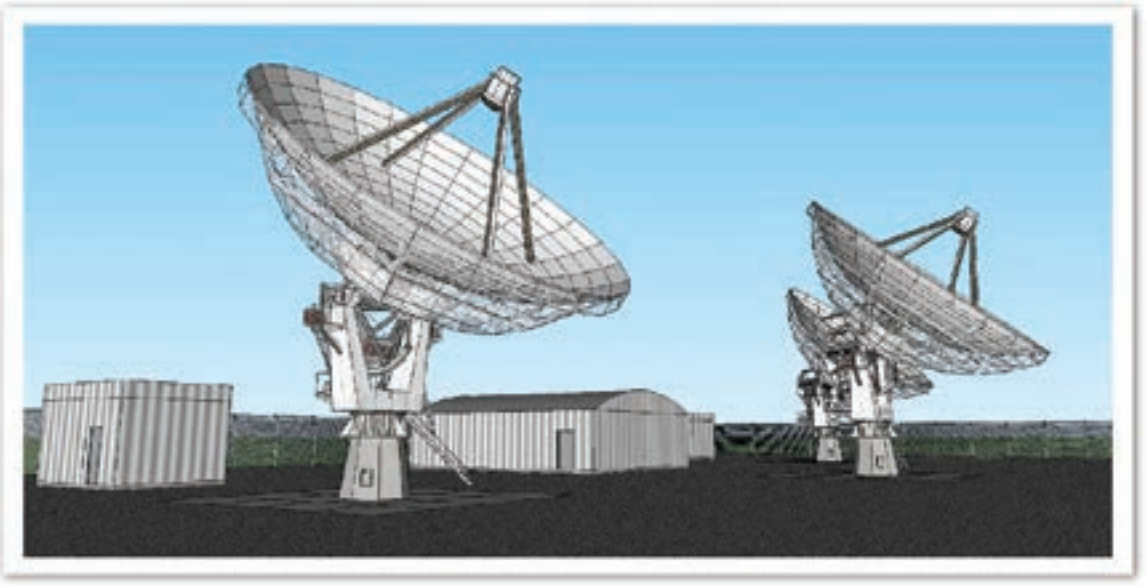
La constellation du WGS (un groupe de satellites qui travaillent conjointement) sert de voie de communication pour le transfert de grande quantité de données, comme l'imagerie radar et les vidéos en continu. Le Canada a rejoint le WGS en 2012, dans le cadre d'un partenariat international afin de mettre au point un système mondial de communications militaires par satellite offrant des communications à large bande de haute capacité.

Les FAC utilisent actuellement une partie de la constellation du WGS comme élément facilitateur essentiel dans le cadre de l'opération IMPACT. L'utilisation de cette constellation militaire donne aux FAC la souplesse des communications à large bande par satellite aux quatre coins de la planète, peu importe le moment où elles sont nécessaires, pour les unités déployées et les unités mobiles.

Dans le cadre du projet Mercury Global, sept antennes permanentes seront conçues et construites à trois endroits dans l'Est, le Centre et l'Ouest du Canada. En outre, le projet Mercury Global fournira des terminaux stratégiques déployables pouvant être utilisés spécifiquement avec la constellation. La capacité opérationnelle complète devrait être atteinte à la fin de 2016.

Par le passé, les FAC louaient de la bande passante auprès de satellites commerciaux afin de fournir des communications mondiales dispersées et au-delà de la visibilité directe. Cependant, cette approche comprend d'importants désavantages; notamment, des désavantages associés à la garantie de l'accès à la capacité lorsque les Forces en ont besoin et dans les endroits où elles en ont besoin, la capacité de soutenir la hausse de la demande associée à leur rythme opérationnel toujours en croissance, le caractère dispendieux de ces contrats de location et l'interopérabilité avec les autres forces militaires.

L'utilisation continue de la capacité du projet Mercury Global permettra au MDN et au Canada d'épargner des millions de dollars, en réduisant sensiblement les exigences actuelles pour la bande passante commerciale. Grâce à Mercury Global et aux projets de satellites semblables, les FAC rehausseront leur capacité de répondre aux exigences opérationnelles en matière de communications par satellite lors des opérations nationales et internationales.



Conception graphique du site centralisé fournie par l'entrepreneur

LA MISE EN SERVICE DU LEOPARD MARQUE LA FIN D'UN PARTENARIAT BILATÉRAL FRUCTUEUX

Le Canada a déployé pour la première fois les chars de combat principaux Leopard 1 en Afghanistan à l'automne 2006. Malgré le bon rendement des chars lors des opérations, il est vite devenu évident que les conditions extrêmes de l'Afghanistan constituaient un défi pour ce parc de véhicules vieux de 30 ans.

Par conséquent, en avril 2007, le Projet de remplacement des chars a vu le jour, en vue d'acquérir une capacité d'appui-feu direct moderne, fortement blindée et mobile à l'intention des Forces armées canadiennes (FAC). Pour répondre au besoin urgent à court terme en matière de chars de combat modernes, le gouvernement du Canada a négocié l'emprunt de vingt chars de combat principaux Leopard 2 A6M et de deux véhicules blindés de dépannage provenant du gouvernement allemand.

PARTENARIAT BILATÉRAL FRUCTUEUX

En 2009, l'armée allemande a accepté de recevoir 20 chars Leopard 2 A6 que le Canada avait acquis des Pays-Bas, permettant ainsi au Canada de continuer à utiliser les chars allemands dans le théâtre des opérations. Conséquemment, le Canada a accordé un contrat à Krauss Maffei Wegmann (KMW) en vue de la révision des chars Leopard 2 A6, conformément à la norme allemande A6M. L'armée allemande, pour sa part, a accordé un contrat à KMW pour mettre à niveau simultanément ces mêmes chars de modèle A6M, selon sa norme révisée A7.

« Il s'agit d'une autre histoire de réussite découlant de la coopération entre les gouvernements canadien et allemand, ainsi que notre partenaire en commun, Krauss Maffei Wegmann. Les chars empruntés à l'Allemagne ont permis de sauver la vie de militaires canadiens jusqu'à la fin de l'engagement du Canada en Afghanistan », affirme Marie Gervais Vidricaire, ambassadrice du Canada en République fédérale d'Allemagne.

Lors d'une cérémonie récente à Munich, le gouvernement du Canada a remis officiellement à l'armée allemande le 20e Leopard 2 A7 mis à niveau. L'armée allemande et KMW ont saisi l'occasion pour reconnaître la contribution essentielle du Canada au succès de ce partenariat bilatéral. Cette collaboration a permis au Canada de garder en service les précieux chars de combat Leopard 2 A6M jusqu'à la fin de sa mission de combat en Afghanistan.

« Je fais part de ma gratitude et de ma reconnaissance envers tous nos partenaires allemands, c'est-à-dire l'armée allemande (Bundeswehr), son agence d'approvisionnement et Krauss Maffei Wegmann, pour leur engagement et leur soutien inébranlable au programme canadien de remplacement des chars », affirme le brigadier-général Scott Kennedy, directeur général - Gestion du programme d'équipement terrestre.

« Les chars empruntés à l'Allemagne ont permis de sauver la vie de militaires canadiens jusqu'à la fin de l'engagement du Canada en Afghanistan. »

— Marie Gervais-Vidricaire, ambassadrice du Canada en République fédérale d'Allemagne.

Le Leopard 2 A6M, en Afghanistan

PLEINS FEUX SUR LE GROUPE DU SOUS-MINISTRE ADJOINT (INFRASTRUCTURE ET ENVIRONNEMENT)

MISSION

Fournir un leadership et des services fonctionnels en matière d'IE pour assurer une gestion efficiente, efficace et viable de l'infrastructure et de l'environnement du MDN, à l'appui des missions des FAC et des programmes ministériels.

VISION

Le groupe du SMA(IE) jouera un rôle de chef de file pour fournir des options novatrices d'infrastructure et d'environnement qui favoriseront la réussite des missions des FAC et l'excellence des programmes du MDN.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le SMA(IE), consultez le site suivant : **admie.forces.mil.ca/index-fra.asp**.

Voici la suite de la série d'articles publiés dans le numéro de février de La Feuille d'érable *(vol. 18, no 2, pages 10-11), donnant un aperçu du travail accompli par le groupe du SMA(IE).*

LE MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET L'ENVIRONNEMENT

Depuis plusieurs années, l'Équipe de la Défense est consciente qu'il faut comprendre les répercussions possibles de ses activités et de ses opérations sur l'environnement. Par conséquent, le Programme environnemental de la Défense existe pour aider les Forces armées canadiennes (FAC) à obtenir l'infrastructure, l'équipement et le personnel adaptés au bon niveau de préparation pour accomplir leurs tâches.

Pour respecter nos obligations environnementales collectives et bien gérer le risque, le sous-ministre adjoint (Infrastructure et environnement) et les commandements d'armée doivent avoir accès à des conseils sur l'environnement au niveau des bases et des escadres. Comme la fonction relative à l'environnement continuera d'être fédérée, le SMA(IE) restera l'autorité fonctionnelle et les officiers de l'environnement des bases et des escadres fourniront des conseils en matière d'environnement à l'appui des activités de mise sur pied de la force, ainsi que des conseils au SMA(IE) en ce qui concerne les obligations associées à des biens immobiliers.

Le défi du programme consiste à assurer un équilibre entre le besoin de maintenir ces capacités et la gestion des répercussions environnementales qui s'y rattachent, tout en respectant les lois sur l'environnement et les attentes du gouvernement. Ces pratiques continueront, à mesure que l'incidence des activités humaines sur l'environnement augmentera et donnera lieu à des exigences environnementales plus rigoureuses et à l'accroissement des attentes du gouvernement.

RÉDUCTION DES GAZ À EFFET DE SERRE

Le gouvernement du Canada consacre de nombreux efforts à prendre des mesures relatives aux changements climatiques, tout en soutenant une économie solide. Les changements climatiques se définissent comme un changement à long terme des conditions météorologiques, entre autres, des changements de température, des précipitations ou de la configuration des vents, qui provoquent souvent des phénomènes météorologiques extrêmes. Bien que le climat de la Terre puisse être perturbé par des facteurs naturels, comme la production solaire, les activités humaines, comme l'utilisation de combustibles fossiles, produisent des gaz à effets de serre (GES) tel le dioxyde de carbone et ont un effet direct et immédiat sur le climat.

Le gouvernement prend des mesures pour réduire les émissions de GES en réduisant la consommation d'énergie dans ses activités. La Défense nationale est un acteur incontournable pour l'atteinte de cet objectif, puisqu'elle représente 56 % des émissions de GES visées par les mesures de réduction. Bien que l'objectif soit de réduire les GES, l'avantage principal pour la Défense nationale est qu'une réduction de la consommation d'énergie sert à atténuer les coûts d'énergie qui ne cessent d'augmenter et de réduire le montant des dépenses de la Défense en matière d'énergie.

La Défense cherche à réduire la consommation d'énergie dans ses infrastructures et ses véhicules qui ne sont pas de modèle militaire normalisé depuis plusieurs années et elle suit ses émissions de GES depuis 1998. Les mesures prises par les organisations de N1 qui ont la responsabilité des infrastructures et des véhicules sont la pierre angulaire des progrès réalisés par la Défense nationale jusqu'à présent.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme environnemental de la Défense, consultez le site suivant : **admie.forces.mil.ca/dgens/dep-dpe/d_env_p_fra.asp**.

CERTAINS DE CES EFFORTS ONT ÉTÉ RECONNUS PAR DES ORGANISATIONS EXTERNES À LA DÉFENSE :

- En novembre 2014, la Défense nationale et le cabinet d'architectes Colbourne & Kembel Architects Inc. ont reçu un prix en matière de biens immobiliers, ainsi qu'un prix d'excellence de l'Institut des biens immobiliers du Canada (IBIC) sur l'efficacité énergétique pour les édifices fédéraux, grâce à leurs travaux sur l'édifice 700, soit le quartier général de la 3e Division du Canada à la BFC Edmonton, en Alberta.

- En octobre 2014, Hydro One a remis un chèque de 309 000 $ à la 8e Escadre Trenton. Le chèque d'incitatif lui a été remis pour son engagement en matière de gestion de l'énergie et la durabilité, par l'entremise du Programme énergiconomies de l'Office de l'électricité de l'Ontario. D'autres sites de la Défense, comme la 14e Escadre Greenwood, la BFC Esquimalt et la BFC Borden profitent de programmes d'incitatifs offerts par les fournisseurs de services publics pour procéder à des travaux de modernisation et réduire la consommation d'énergie dans leurs infrastructures en place.

Quartier général de la 3e Division du Canada, BFC Edmonton, Alberta.

Hydro One a remis un chèque de 309 000 $ à la 8e Escadre Trenton.

MODÉLISATION DES DONNÉES DU BÂTIMENT

La modélisation des données du bâtiment (BIM) a beau avoir l'air simple, mais elle est bien plus qu'une application sophistiquée; elle offre une nouvelle façon de faire les affaires qui englobe toutes les étapes, de la conception aux opérations, en passant par l'entretien. Au cours des dix dernières années, la modélisation a été un sujet d'intérêt au sein de la communauté d'architecture, de génie et de construction et elle continue d'évoluer de nombreuses façons. L'adoption de la BIM est un fait mondial et modifiera la façon dont l'information sur les biens immobiliers est créée et gérée.

D'après le National Institute of Building Sciences, aux États-Unis, la BIM est « une représentation calculable des caractéristiques physiques et fonctionnelles d'une installation et des renseignements connexes sur le projet ou le cycle de vie; elle est fondée sur les normes ouvertes de l'industrie pour la prise de décisions opérationnelles éclairées en vue d'obtenir une valeur accrue. »

En d'autres mots, il s'agit de la modélisation des éléments d'un bâtiment dans un langage qui allie toutes les parties prenantes des installations : propriétaires, architectes, ingénieurs, opérateurs et personnel d'entretien.

LE MDN : PREMIER PROPRIÉTAIRE DE BIENS IMMOBILIERS DU GOC

En tant que premier propriétaire de biens immobiliers du gouvernement fédéral, le MDN, qui dispose d'un portefeuille de 25 milliards de dollars, a beaucoup à gagner de la mise en œuvre de la BIM. Les avantages s'étendent au-delà de l'amélioration de l'efficacité et de la collaboration en matière de conception.

L'adoption du logiciel OPEN BIM assurera l'interopérabilité et l'intégration des données spatiales des biens immobiliers du MDN en fonction des processus. Dans un contexte où le cycle de vie et les coûts opérationnels d'une installation dépassent largement les coûts initiaux de construction, la BIM offre un avantage clé en favorisant la planification précoce et la réduction des coûts.

OPEN BIM

OPEN BIM est un logiciel normalisé mondialement qui regroupe les données sur le bâtiment; il fournit une norme ouverte à partir de laquelle les gens peuvent communiquer et collaborer sans les contraintes imposées par des outils exclusifs.

OPEN BIM permet de planifier précocement le cycle de vie en entier d'un bien, de la conception à l'exploitation, en misant sur les points d'échanges de données à diverses étapes du cycle de vie. Le langage de données normalisé permet à l'information d'être transmise dans de nombreuses applications logicielles utilisées à des fins de conception, de construction et d'exploitation. Le logiciel veille à l'échange d'informations adéquates axé sur une méthodologie normalisée.

OPEN BIM favorise la réalisation des objectifs de la « BIM des biens immobiliers », qui comprend le cycle de vie d'un bien immobilier, par opposition au BIM de la conception, qui ne vise que la conception. Cette réalité touche de nombreuses personnes de divers secteurs d'activités qui ont besoin de renseignements sur un bien pour s'acquitter de leurs fonctions.

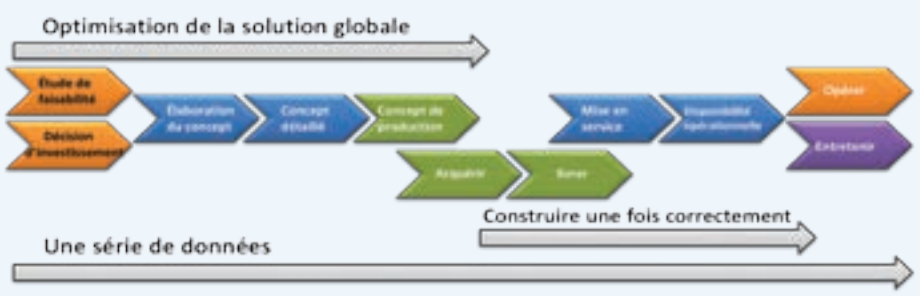
À l'avenir, le MDN vise la BIM des biens immobiliers, qui permettra de faciliter la centralisation des informations spatiales des biens immobiliers en un entrepôt consolidé. Cet entrepôt de données centralisé soutiendra la prestation de services aux responsables de la planification, de la conception, de la construction et de l'entretien des biens immobiliers du MDN.

Le MDN fait partie intégrante du mouvement de la BIM au Canada, grâce à sa participation à l'Institut pour la modélisation des données du bâtiment du Canada (www.IBC-bim.ca) et à buildingSMART Canada (www.buildingsmartcanada.ca). Ces organisations sont le moteur du soutien du logiciel OPEN BIM au Canada.

Si vous avez des questions au sujet de la BIM ou si vous voulez faire part de vos idées à l'égard de la mise en œuvre de la BIM au sein de l'Équipe de la Défense, veuillez communiquer avec le Bureau de la capacité en matière de données spatiales sur les biens immobiliers du SMA(IE), à **RPSCO-CDSBI@forces.gc.ca**.

DONNÉES DE LA BIM

- Scénarios de planification
- Renseignements sur le site
- Programme architectural
- Locaux
- Calculs de la superficie
- Calculs du volume
- Calculs d'ingénierie
- Caractéristiques
- Manuels/dossiers de fonctionnement et d'entretien
- Dossiers d'inspection
- Documents contractuels
- Données de gestion de projet
- Dessins d'atelier
- Documents liés à l'approvisionnement
- Photographies de l'avancement des travaux
- Données sur des systèmes
- Données sur les garanties
- Plans de reprise des activités après un sinistre
- Outils de visualisation 2D et 3D
- Simulations
- Factures
- Estimations des coûts
- Données organisationnelles
- Listes du personnel
- Plans de table
- Conception universelle
- Diagrammes de réseau
- Matières dangereuses
- Plans de contingence
- Stock des meubles



LA SENSIBILISATION AU CŒUR DES PRIORITÉS EN MATIÈRE DE MUNITIONS EXPLOSIVES NON EXPLOSÉES

Au fil des ans, les Forces armées canadiennes (FAC) ont utilisé des centaines de sites au pays à des fins d'entraînement. Lorsque ces propriétés ne servent plus aux opérations militaires et qu'elles sont transférées à d'autres propriétaires, elles deviennent des anciens sites. En raison du type d'opérations menées par les FAC, certains de ces anciens sites pourraient être contaminés par des munitions explosives non explosées (UXO).

Une UXO est une munition explosive qui a été amorcée, munie d'un détonateur, armée ou préparée par un autre procédé pour être mise en œuvre, et qui a été tirée, larguée, lancée, projetée ou mise en place de manière à constituer un danger pour les opérations, les installations, le personnel ou le matériel, et qui demeure non explosée, soit à cause d'un mauvais fonctionnement ou pour toute autre raison.

PRÉSENCE POSSIBLE D'UXO

À mesure que la population du Canada augmente, on s'attend à ce que des gens soient confrontés plus souvent à une présence possible d'UXO dans les anciens sites des FAC. C'est ironique, puisque ces sites avaient justement été choisis par les FAC parce qu'ils étaient isolés et présentaient très peu de risque de contact avec les civils.

« La sûreté et la sécurité du public sont une priorité du MDN et des FAC. Par l'entremise du programme des munitions explosives non explosées et des anciens sites du MDN, le Ministère s'est engagé à prendre en main la présence terrestre et marine de munitions explosives non explosées au pays et à prendre les mesures appropriées en vue de réduire les risques de sécurité posés par des UXO dans tous les anciens sites », explique Judith Dionne, agente du projet de réglementation du programme des munitions explosives non explosées et des anciens sites du MDN.

ÉVALUER LES RISQUES

Comme le niveau de risque varie grandement d'un site à l'autre, les responsables du programme déterminent l'approche à utiliser en tenant compte de facteurs comme l'accès public, l'utilisation du terrain et les types et la quantité d'UXO qui peuvent s'y trouver. Lorsqu'un risque d'UXO a été identifié, le programme œuvrera pour réduire la menace à l'aide de contrôle des sites, d'opérations de neutralisation des UXO et de campagnes de sensibilisation du public.

Parmi les mesures de contrôle des sites, on trouve la restriction de l'accès aux sites pour veiller à assurer la sécurité du public lorsque les risques sont élevés. Des affiches peuvent également être installées pour prévenir le public dans les endroits où le risque est négligeable.

La neutralisation comprend habituellement des levers géophysiques qui permettent de recenser l'emplacement d'objets métalliques suspects dans le sol. Les données des levers sont analysées et les UXO soupçonnées sont découvertes et inspectées par du personnel qualifié. Si une UXO est présente, elle est neutralisée de façon sécuritaire et efficace.

Le programme vise à fournir un environnement sécuritaire et sans risque au public. Malheureusement, la technologie de détection des UXO a des limites, ce qui veut dire qu'aucun ancien site contaminé par des UXO ne peut être déclaré entièrement sans danger.

SENSIBILISATION DU PUBLIC

La sensibilisation relative aux UXO est donc un élément fort important du programme. Par ailleurs, les responsables du programme travaillent de concert avec le secteur public et les partenaires communautaires comme les écoles et les conseils de ville, pour favoriser les programmes d'éducation.

Une UXO est une munition explosive qui a été amorcée, munie d'un détonateur, armée ou préparée par un autre procédé pour être mise en œuvre, et qui a été tirée, larguée, lancée, projetée ou mise en place de manière à constituer un danger pour les opérations, les installations, le personnel ou le matériel, et qui demeure non explosée, soit à cause d'un mauvais fonctionnement ou pour toute autre raison.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le programme des munitions explosives non explosées et des anciens sites du MDN, consultez le site suivant : **www.uxocanada.forces.gc.ca.**

SI VOUS VOYEZ UN OBJET QUI POURRAIT ÊTRE UNE UXO :

1. N'y touchez pas
Si on la déplace, une UXO peut exploser et causer la mort ou des blessures.

2. Notez l'endroit et quittez le secteur
Mémorisez l'endroit où vous avez vu l'objet, puis quittez les lieux en revenant sur vos pas.

3. Composez le 9-1-1 ou communiquez avec le service de police local
Signalez votre découverte aussitôt que possible, en composant le 9-1-1 ou en communiquant avec votre service de police local.

DES CONSEILS D'EXPERT

Q : Je suis entraîneur d'une équipe de course qui s'entraîne à l'extérieur toute l'année. J'ai du mal à convaincre certains de mes athlètes de l'importance de l'hydratation lors de l'entraînement et des courses. Avez-vous des conseils que je pourrais leur transmettre?

—Entraîneur A. Soiffé

R : Il est impossible de fournir un rendement maximal lorsque le corps manque d'eau, peu importe la saison. Une perte d'eau de seulement 2 % de votre masse corporelle peut réduire votre rendement physique de 20 %. C'est énorme! Cela équivaut à une perte de 1,4 kg pour un coureur de 70 kg, ce qui pourrait facilement arriver durant un long entraînement. En ne buvant pas les bons liquides au bon moment et en quantité suffisante, les athlètes ne peuvent pas donner le meilleur d'eux-mêmes.

Beaucoup d'athlètes sont constamment sous-hydratés puisqu'ils ne réussissent pas à remplacer leurs pertes quotidiennes en liquides. Les athlètes qui s'entraînent pendant de longues heures dans un environnement chaud ou froid peuvent perdre de grandes quantités d'eau; le volume de ces pertes varie considérablement d'un athlète à l'autre. Une personne qui transpire beaucoup, par exemple, peut perdre jusqu'à 3 ou 4 litres de liquide par heure, tandis que son partenaire d'entraînement peut en perdre moins d'un litre au cours de la même période.

Les athlètes sous-hydratés sont plus susceptibles d'éprouver des problèmes comme des crampes et des douleurs musculaires, des périodes de récupération plus longues que la moyenne, un entraînement et des résultats de course loin d'être optimaux, en plus de malaises causés par la chaleur, comme des épuisements et des coups de chaleur.

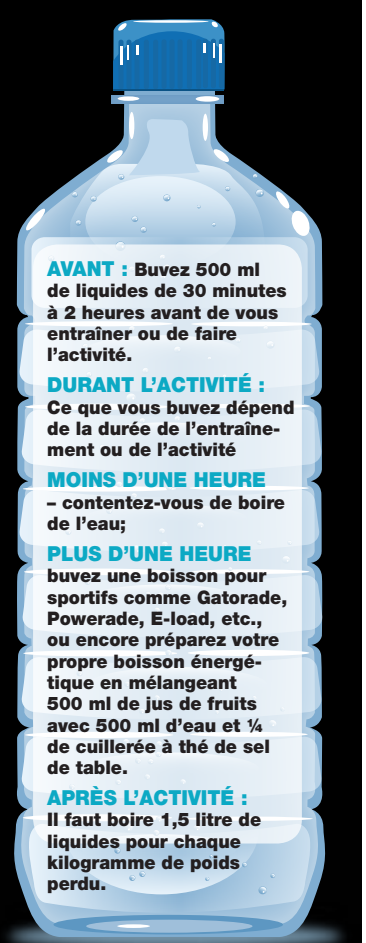
Pour combler leurs besoins en liquides, les athlètes doivent boire avant, durant et après l'entraînement et la compétition. L'activité physique atténue la sensation de soif. Si vous attendez d'avoir soif avant de boire durant l'entraînement ou la course, vous serez pratiquement déjà déshydraté.

Bref, une hydratation adéquate est une partie très importante du programme d'entraînement de vos athlètes. J'espère que les renseignements fournis convaincront vos athlètes de s'hydrater pour fournir une performance optimale. Entraînez vous intelligemment et n'oubliez pas que l'exercice est un remède!

—Dr Darrell Menard, M.D.,
Dipl. méd sportive port Med

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le contrôle de votre santé et de votre bien-être, veuillez consulter le site Web Énergiser les Forces.

CONSEILS DE BASE POUR S'HYDRATER :



AVANT : Buvez 500 ml de liquides de 30 minutes à 2 heures avant de vous entraîner ou de faire l'activité.

DURANT L'ACTIVITÉ : Ce que vous buvez dépend de la durée de l'entraînement ou de l'activité

MOINS D'UNE HEURE – contentez-vous de boire de l'eau;

PLUS D'UNE HEURE buvez une boisson pour sportifs comme Gatorade, Powerade, E-load, etc., ou encore préparez votre propre boisson énergétique en mélangeant 500 ml de jus de fruits avec 500 ml d'eau et ¼ de cuillerée à thé de sel de table.

APRÈS L'ACTIVITÉ : Il faut boire 1,5 litre de liquides pour chaque kilogramme de poids perdu.

Health Promotion in the Canadian Forces
STRENGTHENING THE FORCES
ÉNERGISER LES FORCES
Promotion de la santé dans les Forces canadiennes

ÉLABORATION DE NOUVELLES rations de combat canadiennes

Munition de marche, carburant pour soldat, rations de combat, etc., quel que soit le terme utilisé pour désigner les rations de combat, l'élaboration de nouvelles rations qui seront bien accueillies par les membres des Forces armées canadiennes (FAC) est une affaire sérieuse.

Ann Delaney et Megan Buchanan, spécialistes en rations de combat du Programme national des rations de combat, ont fait bon usage de leur diplôme en science alimentaire lors de la création de nouvelles recettes plus saines pour les repas à emporter des FAC. Elles ont travaillé avec la diététicienne professionnelle Hilda-Anne Troupe et d'autres membres de l'équipe de la Direction des Services d'alimentation dans le but de créer des rations qui fourniront une nutrition optimale pour un rendement maximal lors de toute situation opérationnelle.

LA RÉTROACTION DES FAC

Au cours de chaque cycle de recherche et développement de trois ans, on cherche à créer de trois à quatre nouvelles recettes. Le processus commence par une analyse des tendances alimentaires, des commentaires des militaires, des normes de l'OTAN et des recherches actuelles en matière de nutrition. Ensuite, le travail se poursuit par des essais sur le terrain, au niveau de la brigade, d'échantillons de repas nouvellement élaborés. La dernière étape est l'approbation de la production et de la livraison.

Auparavant, un questionnaire était inclus dans chacun des repas individuels. Malheureusement, sur le million de rations consommées annuellement, un très petit nombre de questionnaires était retourné chaque année.

Afin de corriger cette situation, l'équipe responsable des rations de combat a fait appel aux médias sociaux. La page Facebook du programme, à l'adresse https://www.facebook.com/pages/Canadian-Combat-Rations-Rations-de-Combat-Canadiennes/213893152120758 , offre une version en ligne du questionnaire. Dans quelque temps, les utilisateurs pourront obtenir en ligne l'information nutritionnelle, se renseigner sur les produits en cours de développement et ils pourront poser des questions. À partir du printemps 2015, les utilisateurs pourront se servir de leur téléphone intelligent pour lire le code de référence inscrit sur l'emballage extérieur des nouvelles RIC, ce qui leur donnera accès à la page Facebook des rations de combat.

REPAS DISPONIBLES

Il existe 21 repas différents, répartis en deux catégories : sept déjeuners et quatorze repas principaux pouvant être servis le midi ou au souper. En plus du plat principal, chaque RIC contient des aliments de base comme du café en poudre, des mélanges pour boissons protéiques et pour boissons énergétiques, des barres énergétiques, une collation de type mélange montagnard, du beurre d'arachide, des céréales, des condiments, des bonbons, du chocolat, de la gomme, une cuillère en plastique, une lingette humide et des allumettes.

Afin de répondre aux différents besoins des membres, l'option végétarienne est également halal et casher. La majeure partie de la population retrouvera des recettes éprouvées et réconfortantes, comme le pâté chinois et le spaghetti avec boulettes de viande. Les hamburgers et des repas à la viande fumée ont été ajoutés au menu en 2014. Certains repas relèvent davantage des nouvelles tendances; par exemple, deux nouveaux repas seront ajoutés au menu du soldat au printemps 2015 : le porc effiloché et la poutine.

Les aliments des RIC sont préalablement entièrement cuits et prêts à manger dès leur sortie de l'emballage. La dégustation pourra être améliorée en les réchauffant, si la situation et le temps le permettent.

APPORT NUTRITIONNEL DES RIC

Les RIC contiennent entre 1 200 à 1400 calories par repas et proviennent de la variété de choix de menus soigneusement préparés. Ils procurent un apport nutritionnel adéquat lorsque les troupes n'ont pas accès à des aliments frais en raison des conditions qui règnent lors d'un exercice ou des opérations. Selon certaines études, une bonne nutrition permet d'optimiser nos capacités cognitives, physiques et psychosociales. Les militaires sont souvent soumis à des conditions extrêmes, tant sur le plan physique qu'environnemental; la nutrition joue donc un rôle clé en ce qui concerne la résilience (l'aptitude à poursuivre le combat), la récupération après une activité militaire (l'aptitude à reprendre le combat) et sur le bien-être à long terme du militaire, la prévention des blessures, la qualité du sommeil et l'humeur.

« La nutrition est quelque chose de complexe; il faut des preuves solides fondées sur des données scientifiques pour répondre aux besoins du soldat, » explique Mme Troupe. « Lorsque vient le temps de trouver de nouveaux produits pour les RIC, l'équipe du Programme national des rations de combat et la Direction - Services d'alimentation tiennent compte des recherches sur l'alimentation des militaires menées dans d'autres pays. »

Elle fait remarquer que la Direction travaille actuellement avec Recherche et développement pour la défense Canada afin d'établir le rapport entre les dépenses énergétiques des membres des FAC et leur consommation de ration, ainsi que le niveau d'acceptation des RIC actuelles. Les résultats de cette recherche seront prises en considération lors de l'élaboration des prochaines rations de combat.

L'EMBALLAGE SACHET STÉRILLISABLE

Selon Mme Delaney, qui possède treize ans d'expérience dans son domaine, l'emballage de ces aliments pose différents défis de nature technologique. La technologie du conditionnement a été inventée dans les années 70 par l'armée américaine, en partenariat avec l'industrie. Le résultat est un produit comparable à un aliment en conserve, la conserve en moins. Le conditionnement aseptique exige moins d'énergie et moins de ressources qu'un emballage de métal ou de verre, tout en étant plus léger à transporter.

L'emballage utilisé, appelé « sachet stérilisable », joue le même rôle d'une conserve, tout en étant plus léger et plus flexible. L'aliment est placé dans le sachet, celui-ci est scellé puis réchauffé sous pression afin de cuire et de stériliser la nourriture. Selon Mme Delaney, les aliments des sachets stérilisables cuisent à une température inférieure à celle d'un aliment en conserve, ce qui signifie que les aliments gardent davantage leurs qualités organoleptiques et nutritives.

Certaines rations populaires se prêtent toutefois mal à ce type de traitement, mais que l'équipe travaille à faire en sorte que ces aliments ressemblent le plus possible aux aliments d'origine, compte tenu des circonstances. Pour la création d'une poutine RIC, l'équipe a dû procéder à la déconstruction des ingrédients et les a adaptés à la technologie.

« Il n'était pas possible d'utiliser des frites, nous avons donc eu recours à des pommes de terre cuites avec de la sauce, du fromage et de gros morceaux de poulet cuit afin d'ajouter des protéines, » explique-t-elle. « Lors des essais sur les terrains, les militaires ont beaucoup aimé le résultat. »

La pizza est un autre aliment difficile à apprêter. L'équipe a donc conçu un repas de pâtes à saveur de pizza qui contient des poivrons et de la saucisse. Les critiques ont été bonnes. Tous les essais ne sont pas un succès cependant.

« Certains repas nous semblaient très prometteurs, mais nous avons été surpris de constater que les gens ne les aimaient pas, » reconnaît Mme Delaney. « Tous les deux ans, nous allons à Valcartier, à Petawawa et à Edmonton afin de mettre à l'essai nos nouveaux menus auprès d'une soixantaine de militaires de chacune de ces brigades. Ce sont eux qui, en fin de compte, décident si ces menus seront ajoutés aux rations. »

Mme Delaney souligne également que la date de péremption inscrite sur les rations est de trois ans après leur préparation, mais que celles-ci peuvent être consommées sans danger bien longtemps après cette date. Il suffit que le sachet ne soit pas endommagé et que la RIC ait été rangée dans des conditions adéquates.

« La durée de conservation n'est pas liée à la salubrité des aliments, mais bien aux qualités organoleptiques de ceux-ci. Nous tenons compte du fait qu'après trois ans, le pain peut avoir séché ou que la texture et l'apparence d'un fruit peuvent être moins interessantes », observe-t-elle. « Mais parce que les éléments principaux de la ration sont stérilisés, vous pouvez ouvrir un sachet non endommagé et le contenu sera encore bon parce que l'environnement stérile aura été préservé. »

L'ÉQUIPE DE LA DÉFENSE S'ASSOCIE À LA COMMUNAUTÉ

mondiale à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale

L'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale en 1966. Le Canada a été l'un des premiers pays à appuyer la déclaration de l'ONU et à souligner la journée de façon officielle.

POURQUOI LE 21 MARS?

C'est ce jour-là, en 1960, que des policiers ont ouvert le feu sur la foule et tué 69 personnes noires et en ont blessé 180 autres lors d'une manifestation pacifique contre les lois relatives aux « laissez-passer » à Sharpeville, en Afrique du Sud. Fait désolant, 80 % des personnes tuées ont été tirées dans le dos, et dans ce nombre, on compte dix enfants. En vertu des lois relatives aux « laissez-passer », toutes les personnes noires devaient avoir avec elles en tout temps des « laissez-passer » comprenant leurs empreintes digitales, leur photo et l'information pour l'accès aux zones interdites aux personnes noires – l'apartheid était un régime brutal qui appliquait la théorie d'inégalité entre les races. Le 21 mars a donc été choisi en hommage aux victimes de Sharpeville et aux nombreuses autres victimes de discrimination raciale. Cet événement tragique a ébranlé la conscience de la planète et des mesures de lutte contre le racisme ont été mises à l'ordre du jour mondial.

Depuis, beaucoup de progrès ont été réalisés en vue de l'élimination de la discrimination raciale, mais nous avons encore beaucoup de travail à faire. La journée pour l'élimination de la discrimination raciale est le moment idéal de réitérer notre engagement à mettre fin au racisme. C'est également une excellente occasion de sensibiliser les gens aux différents aspects que peut prendre le racisme. Dans certaines situations, le racisme peut être très ouvert et facile à repérer, mais dans d'autres situations, il peut être plus subtil.

DEBOUT TOUS ENSEMBLE

Cette année, l'Équipe de la Défense a choisi comme thème « Debout tous ensemble » pour la Journée pour l'élimination de la discrimination raciale, afin de s'opposer fermement au racisme et de solidifier nos valeurs d'inclusion, de diversité et d'égalité. Des activités de commémoration et de sensibilisation auront lieu dans toute l'organisation à la fin du mois de mars. Les membres des FAC et du MDN sont invités à assister aux activités de leur région et de participer activement à ces dernières.

Le vice-amiral Mark Norman, commandant de la Marine royale canadienne et champion de la cause des minorités visibles de la Défense sera l'hôte de l'activité nationale, à la BFC Halifax, Stadacona, au carré des officiers de la tour Juno, le 24 mars, de 11 h 30 à 15 h 45.

Le Canada a une excellente réputation comme chef de file mondial en matière de droits de la personne et il est fier de s'engager fermement en matière d'équité, d'égalité des chances et de respect des droits de la personne. L'Équipe de la Défense adopte et appuie la vision du Canada et les efforts visant à éliminer complètement le racisme.

Pour obtenir de plus amples renseignements, consultez le site suivant : **hr.forces.mil.ca/eec-ece.**

LES FAC ONT OUVERT LA VOIE POUR LES FEMMES EN AFGHANISTAN

Les diplômés de Gawharshad lancent leur coiffe dans les airs pour célébrer leur diplôme universitaire, obtenu en janvier. Onze des femmes étaient appuyées par le groupe de la FCFDU.

PHOTO : FaRah Malik

Les femmes de l'Afghanistan décrivent l'alphabétisme comme une étincelle dans le regard. Grâce à la mission militaire des Forces armées canadiennes (FAC) qui a duré 12 ans, soit l'Op ATHENA et l'Op ATTENTION, de nombreuses filles possèdent maintenant cette étincelle. En effet, l'alphabétisme leur ouvre des horizons bien au-delà de l'isolement imposé par la burqa.

Comme les militaires hommes et femmes qui ont participé aux missions en Afghanistan le savent si bien, les talibans ont isolé les femmes dans des maisons aux fenêtres obstruées. Les filles n'avaient pas le droit d'aller à l'école. À l'heure actuelle, plus de six millions de petits Afghans sont inscrits à l'école et de ce nombre, le tiers sont des filles. Grâce à la bravoure inébranlable des soldats canadiens et des membres des forces de l'OTAN, ces filles peuvent désormais aller en classe en sécurité, et certaines poursuivent des études postsecondaires.

OBJECTIF CIBLÉ : L'ÉDUCATION DES FEMMES

La division d'Ottawa de la Fédération canadienne des femmes diplômées des universités (FCFDU) a déterminé que l'éducation des femmes en Afghanistan est un domaine dans lequel elle peut aider. Leur mentor est le Dr Sima Samar, médecin et militante des droits de la personne, qui dirige la Commission indépendante des droits de la personne de l'Afghanistan et qui a tenu tête aux talibans, en gardant ouvertes ses écoles et ses cliniques pendant le régime de ce mouvement. Les Canadiennes ont mis sur pied un groupe de défense des intérêts également responsable des activités de financement afin d'appuyer les études postsecondaires pour les filles.

Dr Samar a fondé l'Institut Gawharshad d'éducation supérieure à Kabul afin que les générations futures, notamment des femmes, soient prêtes à assumer des rôles de direction dans les futurs gouvernements de l'Afghanistan. Environ 31 % des étudiants sont des femmes, et elles sont inscrites dans des classes mixtes et dont le programme d'études met l'accent sur les droits de la personne.

FIN DE LA MISSION DES FAC EN AFGHANISTAN

Il y a un an, en mars, les militaires canadiens ont plié bagage. Certains pourraient croire que le rôle du Canada dans ce pays est terminé. Or, après avoir rencontré l'ambassadrice du Canada auprès de la République islamique d'Afghanistan, Deborah Lyons, la FCFDU sait qu'une nouvelle étape de participation du Canada en Afghanistan vient de commencer, une étape visant le développement, la sécurité, la gouvernance et surtout, l'appui des droits de la personne pour les Afghanes.

L'ambassadrice Lyons a bien indiqué qu'il reste beaucoup de travail à faire dans ces domaines et que les projets doivent être dirigés avec autant d'ardeur que la participation militaire du Canada. Elle considère que c'est un moyen important de rendre hommage au travail des militaires et de donner à notre mission en Afghanistan un dénouement constructif.

Même si les reportages de la poursuite des attaques à la bombe des insurgés sont perturbants, la vie en Afghanistan est indéniablement meilleure. Dr Samar fait remarquer que les femmes sortent de chez elles sans burqa. Elles dirigent des ONG, des entreprises, et même des entreprises de construction. Elles participent même à des activités sportives, notamment le cricket. Dans le nouveau gouvernement, les femmes occupent des postes du cabinet ministériel, au parlement et dans les tribunaux. Cependant, ces changements sont précaires. Dr Samar précise que les Afghanes luttent pour avoir leur place et un certain pouvoir.

« Nous savons que nous ne recevrons pas ces droits en cadeau », explique-t-elle.

Dr Samar a toujours insisté pour dire qu'il n'y a pas de remède miracle, et c'est également l'avis de l'ambassadrice Lyons. Les deux femmes signalent que l'emplacement géopolitique crucial de l'Afghanistan fait en sorte que le développement et la stabilité de cette nation sont essentiels à la paix mondiale.

Nous tenons à remercier tous les membres des FAC qui ont servi en Afghanistan et qui ont préparé le terrain pour une société afghane productive et sûre, où des filles peuvent aller à l'école et vivre dans une société plus équitable.

Doris Mae Oulton

Mrs Oulton, ancienne sous-ministre adjointe de la Direction générale de la condition féminine du Manitoba, est la présidente nationale de la Fédération canadienne des femmes diplômées d'universités et présidente-directrice générale de Community and Youth Solutions.

Les empreintes digitales dans les FAC

Les empreintes digitales sont un moyen infaillible d'identification, car elles ont deux qualités spécifiques : singularité et inaltérabilité .

L'Équipe de la Défense étudie l'emploi de la biométrie pour faciliter l'identification du personnel. Les empreintes digitales, qui sont déjà utilisées, constituent un moyen infaillible d'identification des personnes en raison de deux qualités qui leur sont propres :

Elles sont UNIQUES – Il n'existe pas deux empreintes digitales pareilles ;

Elles sont IMMUABLES – Elles sont permanentes et ne changeront jamais, à moins qu'elles soient endommagées à la suite de brûlures, de coupures profondes, de lacérations ou d'une amputation.

Le MDN et les FAC se servent des empreintes digitales comme moyen formel d'identification des membres des FAC, des personnes qui travaillent avec eux, et des membres de forces alliées qui servent au Canada. Les empreintes digitales des employés du MDN sont employées uniquement pour les autorisations de sécurité.

Il faut bien comprendre que la Défense concevra et mettra en œuvre les mesures de sécurité appropriées pour s'assurer que les empreintes digitales prises ne représentent aucun danger pour les militaires et les employés ni ne les exposent à un risque de vol d'identité.

Faits intéressants sur les empreintes digitales :

- Les crêtes des empreintes digitales se forment sur les doigts du foetus pendant le 3e et le 4e mois de la grossesse.
- La représentation la plus ancienne au Canada de crêtes de doigts se trouve dans un dessin amérindien, gravé sur la surface patinée d'une falaise en Nouvelle-Écosse.
- En 1901, Sir Richard Henry, adjoint au commissaire (Crime) à Scotland Yard, a mis la touche finale à la catégorisation des fiches décadactylaires, selon des groupes primaires fondés sur des types de formes. Cette catégorisation s'est fait connaître sous le nom de « méthode de classification Henry » et est encore largement utilisée et reconnue de nos jours.

DEFENCE ETHICS PROGRAMME — PROGRAMME D'ÉTHIQUE DE LA DÉFENSE

SUR LE PLAN ÉTHIQUE, QUE FERIEZ VOUS?

Commentaire sur Le RER : Dépend-il de qui en juge?

Cette chronique fait suite à la chronique d'Éthique de la Feuille d'érable *du mois de janvier.*

Conformément au protocole d'évaluation militaire, les militaires rencontrent leur superviseur avant le début de l'année pour discuter des attentes de rendement annuelles. Au cours de l'année, le rendement du militaire est évalué au moyen du système de Revue du développement du personnel (RDP). On discute alors des réalisations ainsi que des mesures correctrices/recommandées pour améliorer le rendement. De plus, tout au long de l'année, les subalternes profitent d'un mentorat formel et informel et reçoivent, à la fin de l'année, un rapport d'évaluation du rendement (RER) dans le cadre d'un briefing de suivi.

Plusieurs des militaires qui ont répondu à notre dilemme ont vite fait remarquer que les entrevues de RDP (ou plutôt leur absence) n'étaient pas mentionnées dans le scénario, même si elles constituent des mécanismes de règlementation essentiels pour comparer le rendement en cours d'année. Ces mêmes militaires ont aussi stipulé que si l'on omet de réaliser une entrevue de RDP ou plus, la cote donnée doit refléter la vraie nature du rendement en cours d'année et le rendement potentiel de l'adjudant-maître Lake. Les répondants s'entendaient aussi généralement pour dire que la cote de l'année précédente n'est pas pertinente aux fins de l'évaluation de l'année en cours. La rétroaction montre que le système de RER et de RDP est bien compris et qu'on accorde de la valeur et de l'importance à l'utilisation efficace de counseling lié à la RDP en cours d'année.

D'autres personnes ont indiqué qu'il n'était pas juste de comparer le rendement actuel de l'Adjum Lake à son rendement de l'année dernière; il vaudrait mieux évaluer l'Adjum Lake en fonction de ses réalisations en cours d'année et en le comparant aux autres adjudants-maîtres d'unité.

Tel que noté par l'un des répondants : « il est important que chaque superviseur possède la latitude nécessaire pour évaluer de manière équitable sans se fonder sur les antécédents. »

De nombreux répondants ont mentionné qu'un examen de niveau supérieur, p. ex., les conseils de promotion de sous-unité et d'unité et la chaîne de commandement, permettront d'effectuer un examen plus poussé du militaire tout en tenant compte de la planification de la relève au sein de l'unité et à l'échelle nationale afin de prendre une décision finale au sujet de la cotation du RER.

Il est primordial de donner la vérité toute nue aux militaires pendant leurs rencontres. En acceptant l'évaluation de l'année précédente et en omettant d'aviser l'Adjum Lake que ce RER est irrecevable aux fins de l'évaluation de l'année en cours, le Capt Rivers s'est placé dans une position délicate. Les évaluations des années précédentes devraient être envoyées à la Cellule de gestion des carrières des FAC, et une copie remise au militaire. Toute autre copie doit être détruite. L'un des répondants formule l'opinion majoritaire plutôt succinctement : « Être un leader signifie faire la bonne chose… il faut du courage pour diriger les autres. » La surévaluation et, potentiellement, accorder une promotion au mauvais militaire ne démontre pas une bonne gérance et peut empoisonner la source de bonne foi au sein des rangs.

Chaque évaluation annuelle doit reposer sur ses propres mérites. Les affectations apportent de nouvelles descriptions de travail, de nouvelles responsabilités et de nouveaux superviseurs au regard neuf. Certes, nous pourrions nous pencher sur la valeur de la loyauté dans le cas présent, la loyauté envers nos subalternes, notre corps ou régiment et l'ensemble des FAC. Le Capt Rivers doit présenter une évaluation honnête au conseil de promotion, ce qui comprend la situation délicate dans laquelle il se trouve en étant en possession de l'évaluation de l'année précédente du sergent quartier-maître régimentaire (SQMR). Non seulement est-ce conforme aux règlements de présenter la vérité toute nue chaque année, mais aussi cela fait preuve de courage, d'intégrité, de bonne gérance, d'excellence et de loyauté envers les FAC, puisque cela aide les Forces à déterminer les meilleurs candidats à être promus au cours de l'année. Le personnel du PED remercie tous ceux et celles qui ont répondu à ce dilemme. Les commentaires des lecteurs sont les bienvenus à **+Ethics-Ethique@CRS DEP Ottawa-Hull.**

LE RÔLE DU COMFOSCAN DANS L'ÉVACUATION DU PERSONNEL LUTTANT CONTRE LE VIRUS EBOLA

Pendant l'épidémie de la maladie à virus Ebola (MVE) qui sévit en Afrique occidentale, on entend des histoires de travailleurs de l'aide internationale s'étant portés volontaires pour soigner des patients atteints de la MVE, de même que des récits d'efforts titanesques visant à évacuer les quelques personnes ayant eu le malheur de contracter la maladie. Ce besoin éventuel d'évacuer le personnel participant à l'opération SIRONA, la contribution des FAC, a incité le Commandement – Forces d'opérations spéciales du Canada (COMFOSCAN) à participer à l'intervention des FAC, étant donné son expertise en matière de création de salles modulaires d'isolement de patients.

Le défi unique que pose la MVE est la facilité avec laquelle elle est transmise. Les installations médicales doivent isoler les patients, contrôler soigneusement les déchets et décontaminer exhaustivement le personnel médical. Ces facteurs se compliquent davantage lorsqu'il est question d'un aéronef en mouvement pendant un trajet pouvant durer jusqu'à douze heures. Pour se préparer en vue de l'Op SIRONA, les FAC devaient s'assurer qu'elles pourraient évacuer le personnel rapidement et en toute sécurité, sans avoir à sacrifier des biens stratégiques. Le chef d'état-major de la défense (CEMD) a fait appel à l'Aviation royale canadienne (ARC), au Groupe des Services de santé des Forces canadiennes(Gp Svc S FC) et au COMFOSCAN pour développer rapidement une capacité intérimaire d'évacuation aérienne du personnel luttant contre la MVE.

DÉVELOPPEMENT DE LA CAPACITÉ D'ÉVACUATION AÉRIENNE DU PERSONNEL LUTTANT CONTRE LA MVE

Pendant les étapes initiales du projet, la participation du COMFOSCAN se limitait aux conseils d'experts en la matière et au soutien en vue de la planification. Cependant, dès que les intervenants en cas d'incident chimique, biologique, radiologique et nucléaire (opérateurs CBRN) de l'Unité interarmées d'intervention du Canada (UIIC) se sont entretenus avec les responsables des évacuations aériennes de l'ARC, la portée des défis et des risques s'est précisée. Pendant qu'ils tâchaient toujours de préparer un plan intérimaire d'évacuation, les opérateurs ont proposé d'explorer une option sur mesure correspondant aux exigences de l'évacuation aérienne et aux pratiques exemplaires de la médecine sur le terrain liée à la MVE. C'est à l'aide de trois palettes de fret aérien ordinaires que la chambre d'isolement de patients à des fins d'évacuation aérienne est née.

Cette chambre d'isolement, que ses créateurs surnomment le « bocal à poisson », est une salle modulaire d'isolement de patients. Ses murs transparents permettent au personnel de surveiller à distance les patients en toute sécurité, tandis que des ventilateurs à pression négative assurent le scellement hermétique de la barrière qui sépare les patients et l'équipage d'aéronef. La salle peut accueillir jusqu'à trois patients non ambulatoires et fournit suffisamment d'espace pour que le personnel médical puisse prodiguer des soins, entreposer de déchets et mener des exercices de décontamination sans encombrement. Fait remarquable, le projet a été conçu et construit par des opérateurs et spécialistes du soutien CBRN de l'UIIC dans ses installations, et ce, en quelques semaines, pour respecter l'échéance du CEMD.

« Notre rôle vise à trouver et à définir des environnements dangereux et, au bout du compte, à survivre dans de telles conditions. Bien que notre expertise ne comprenne pas les évacuations aériennes et les services de santé, elle comprend toutefois la fourniture de solutions novatrices et techniques à ce genre de problème », explique l'un des opérateurs CBRN ayant travaillé au projet.

Vue à partir d'une salle d'entrée et de sortie.

UN EXEMPLE DES CAPACITÉS ET DE L'EXPERTISE DU COMFOSCAN

Même si le projet a fait appel au personnel, aux compétences et aux ressources du COMFOSCAN pendant l'étape de la construction, ce sont l'ARC et le Gp Svc S FC qui se serviront de la chambre d'isolement de patients à des fins d'évacuation aérienne, le cas échéant. Sans l'ombre d'un doute, certaines personnes sont surprises d'apprendre que le COMFOSCAN et, plus précisément, l'UIIC ont participé à une telle mission. Cependant, les personnes intimement liées au projet comprennent qu'il s'agit précisément du rôle du COMFOSCAN à l'appui des FAC.

« C'est exactement ce type de projet qui permet de démontrer les capacités et l'expertise du COMFOSCAN, et plus précisément celles des membres de l'UIIC. Le travail acharné et la motivation de nos membres en vue de la création d'une chambre d'isolement de patients à des fins d'évacuation aérienne, dans des délais aussi serrés, représentent pour moi une véritable source d'inspiration. Les membres croyaient sincèrement en l'importance du projet et d'une solution qui permettrait d'évacuer des patients ayant contracté le virus Ebola, à l'appui des FAC et du gouvernement du Canada », déclare le brigadier-général Mike Rouleau, commandant du COMFOSCAN.

L'ÉVOLUTION DE L'ARME INTELLIGENTE

Concept d'arme (banc d'essai) pour explorer le design d'armes ayant une précision et une puissance de feu accrues et la capacité de fonctionner dans un environnement réseau afin d'améliorer la connaissance de la situation du soldat.

Plus de puissance de feu, une précision améliorée et des accessoires intelligents intégrés qui se connectent aux réseaux de commandement et contrôle sont les caractéristiques vedettes du nouveau concept de fusil d'assaut intégré que Recherche et développement pour la défense Canada (RDDC) et Colt Canada ont conçu pour les Forces armées canadiennes (FAC).

Le prototype, en préparation depuis 2009, dans le cadre du projet des systèmes intégrés à effets ciblés du soldat (SIECS) comporte un mécanisme de mise à feu pour tirer des munitions télescopées légères, un module à effets secondaires pour une puissance de feu améliorée, une barre d'alimentation de l'OTAN et un rail de données permettant l'intégration d'accessoires tels que les viseurs électro-optiques et les capteurs de position. Afin de rendre l'arme plus polyvalente, le module à effets secondaires du prototype offre la possibilité d'installer un lance-grenade trois coups de 40 mm ou un fusil de calibre 12. Lorsqu'il sera optimisé, le prototype d'arme intégrée pourrait s'avérer plus léger qu'une C7 équipée d'un lance-grenade M203, réduisant ainsi le fardeau pour les soldats.

« À moyen terme, ce concept d'arme représente un outil létal, agile et polyvalent », déclarait le lieutenant-colonel Serge Lapointe, du groupe Systèmes du soldat de la Direction des besoins en ressources terrestres (DBRT 5) de l'Armée canadienne. « Il sera en mesure de fonctionner sur tous les théâtres d'opérations et sur les terrains les plus complexes incluant les zones urbaines, les montagnes, la jungle, les déserts et l'Arctique. »

La conception de ce prototype d'arme posait un défi considérable. Les scientifiques de RDDC ont analysé des technologies de matériaux de pointe qui pourraient remplacer le métal utilisé dans les composantes lourdes. La munition télescopée légère a été testée de manière intensive, avec la collaboration du Centre d'essais et d'expérimentation des munitions (CEEM) à Valcartier, afin de déterminer sa durée de vie utile. Des études fondamentales ont été entreprises à l'aide des technologies de détection de cibles automatique et d'engagement de cibles assisté pour améliorer la précision du tir. Les aspects liés aux capteurs nécessaires pour géolocaliser les cibles avec précision et partager les données sur ces dernières ont également fait l'objet d'analyses.

> « Ce concept d'arme représente une plateforme létale, agile et polyvalente. »
>
> — Lcol Serge Lapointe, Armée canadienne

ESSAIS POUR MESURER L'EFFET DU FACTEUR HUMAIN

L'interaction du soldat avec l'arme a aussi fait l'objet de nombreux essais pour mesurer l'effet du facteur humain. Des tests d'ergonomie et de maniabilité de l'arme ont été réalisés avec des militaires des bases de Petawawa et d'Edmonton par Human Systems Inc sous la supervision de scientifiques de RDDC. Les essais se sont avérés déterminants pour élaborer les critères du design optimal qui répondaient aux besoins des FAC en vue du projet de modernisation des armes légères.De plus, les leçons apprises tant par le personnel de RDDC que par les FAC lors de leur déploiement en Afghanistan ont fait ressortir des éléments déterminants qui ont guidé le processus de conception du prototype d'arme quant au design et aux fonctionnalités.

« L'aboutissement de cette première phase de projet a démontré que l'expertise de RDDC peut servir à fournir des données scientifiques solides aux Forces armées canadiennes pour qu'elles puissent faire des choix éclairés pour leurs projets d'acquisition majeurs », a déclaré M. Guy Vézina, Ph. D., directeur général (S & T) Armée de terre, de RDDC.

Le nouveau prototype d'arme est prometteur pour le soldat du futur. L'intégration de composantes électroniques permettra au soldat de générer ou de recevoir des données du réseau de commandement et contrôle. Au cours des prochaines phases de développement, la détection automatique de cibles et l'engagement automatique feront l'objet d'une étude approfondie dans le projet de recherche sur les armes légères du futur (FSAR).

Enfin, le développement de ce prototype d'arme intégrée et l'analyse constante de technologies prometteuses devraient permettre de faciliter l'acquisition de la prochaine génération d'armes légères par les FAC. Les données recueillies et les analyses documentées jusqu'à ce jour par les scientifiques de RDDC seront utilisées de concert avec les données et les analyses produites par le projet FSAR lors de la définition des critères techniques de l'énoncé des besoins pour le projet de modernisation des armes légères des FAC.

Utilisation obligatoire du système LIBRE-SERVICE DES CONGÉS

En août 2010, le gouvernement du Canada a annoncé le lancement du projet de regroupement des services de paye dans le cadre duquel les services de paye pour les employés civils des ministères et organismes fédéraux allaient être transférés au Centre des services de paye de la fonction publique (CSPFP) de Miramichi, au Nouveau-Brunswick. Le transfert des comptes de paye du personnel civil du ministère de la Défense nationale (MDN) vers le CSPFP a commencé en octobre 2013. Les derniers transferts devraient avoir lieu en décembre 2015.

Au cours des dernières années, le MDN a graduellement mis en place le système libre-service des congés et a consulté les syndicats tout au long du processus. A partir du 13 février, afin de contribuer à l'initiative de transfert des renseignements sur les congés et des comptes de paye du personnel civil, tous les membres du personnel civil du MDN qui ont accès au Réseau étendu de la Défense (RED) doivent utiliser le système libre-service des congés (LSC) lorsqu'ils soumettent une demande de congé payé. Seuls les employés qui n'ont pas accès au RED continueront de présenter leurs demandes de congé à l'aide des formulaires de congé papier. Les utilisateurs peuvent accéder au système en utilisant leur code d'utilisateur et mot de passe du RED.

Même si les demandes de congé payé doivent être soumises et approuvées dans le système libre-service des congés, toutes les demandes de congé non payé continueront d'être soumises grâce au formulaire GC-178 que l'on peut retrouver au Répertoire des formulaires de la Défense.

Pour toute question concernant cette procédure, veuillez communiquer avec votre gestionnaire. Pour des renseignements additionnels concernant la soumission des demandes de congé non payé, veuillez consulter la page Demandes de congé du site intranet des RH-Civ : http://hrciv-rhciv.mil.ca/fr/e-remuneration-conges-demandes-de-conge.page.

PHOTO : Capt Brett MacNeil

DES NAGEURS DES FAC REMPORTENT NEUF MÉDAILLES LORS D'UNE RÉCENTE COMPÉTITION DU CISM

La Mat 1 Marlee Palmer, réserviste navale du NCSM Nonsuch, à Edmonton, participe à l'épreuve de 100 m de brasse, lors de la compétition ouverte de natation et de paranatation du CISM, tenue du 2 au 6 février, à Fontainebleau, en France.

Des nageurs militaires canadiens ont atteint un jalon le mois dernier, remportant pour la première fois des médailles dans des catégories individuelles lors d'une compétition de natation du Conseil international du sport militaire (CISM).

L'équipe des Forces armées canadiennes (FAC), composée de huit athlètes et de quatre membres du personnel d'un bout à l'autre du pays, a récolté neuf médailles, de même qu'un certain nombre de classements en quatrième et en cinquième place et des records personnels.

Tenue à Fontainebleau, en France, du 2 au 6 février, la compétition ouverte de natation et de paranatation du CISM a permis à des athlètes et des athlètes ayant un handicap provenant de onze pays de s'affronter pour la première fois à une compétition de natation du CISM.

Voici les résultats des FAC :

- Hommes, 50 m brasse : Argent, matelot-chef Doug Young, de la BFC Halifax (record personnel)
- Hommes, 100 m brasse : Argent, Matc Young
- Hommes, 100 m quatre nages : Argent, Matc Young
- Hommes, 100 m quatre nages : Bronze, sergent Marc Prud'homme, du 21e Régiment de guerre électronique de Kingston, du Royal Canadian Regiment
- Hommes, 50 m dos : Bronze, Sgt Prud'homme
- Hommes, relais 4 x 100 m nage libre : Bronze, Matc Young; Sgt Prud'homme; enseigne de vaisseau de 1re classe Nicholas Lightbody, de l'École d'ingénierie navale des Forces canadiennes à Halifax; capitaine Dugald Thomson, du centre Trinity, à Halifax
- Femmes, 200 m brasse : Bronze, matelot de 1re classe Marlee Palmer, du NCSM *Nonsuch*, à Edmonton
- Femmes, 200 m nage libre : Bronze, Capt Jacinda Smith, du 407e Escadron Comox
- Femmes, relais 4 x 200 m nage libre : Bronze, Mat 1 Palmer; Capt Serena Palmer, Centre des opérations de l'Escadre Greenwood; Ens 1 Emily Wood, du NCSM *Calgary*, à Esquimalt; Capt Smith
- Femmes, relais 4 x 100 m nage libre : Bronze, Mat 1 Palmer, Capt Palmer, Ens 1 Wood et Capt Smith

Fondé en 1948, le CISM est l'une des premières organisations multidisciplinaires au monde et organise des activités sportives à l'intention de forces armées de 133 pays membres. Le programme actuel du CISM comprend 26 sports au niveau mondial, et plusieurs autres aux niveaux continentaux et régionaux.

2014

PUBLIC SERVICE EMPLOYEE SURVEY (PSES)
SONDAGE AUPRÈS DES FONCTIONNAIRES FÉDÉRAUX (SAFF)

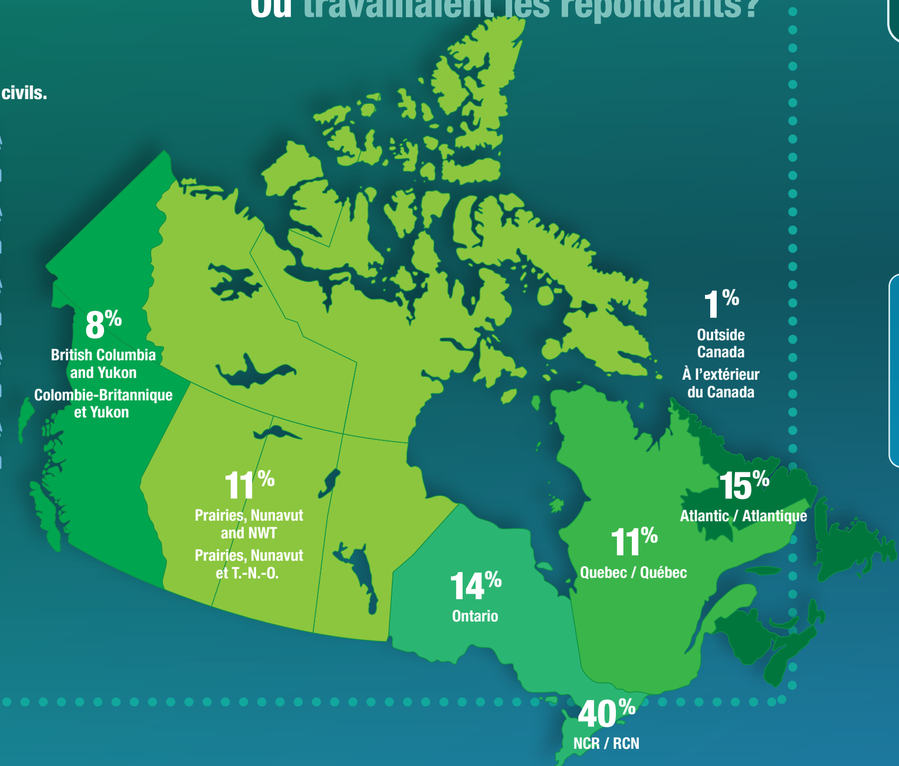
The PSES provides employees the opportunity to anonymously voice their opinions on their leadership, workforce and work environment. Learn more about what your DND colleagues said in the 2014 survey.

Le SAFF donne aux employés l'occasion d'exprimer leurs opinions concernant le leadership, l'effectif et le milieu de travail. Voyez ce que vos collègues du MDN ont dit lors du SAFF 2014.

Who participated?
Qui a participé?

63% of civilian employees.
63% des employés civils.

Where did they participate?
Où travaillaient les répondants?



Years of service.
Années de service.

Less than 3 years / Moins de 3 ans	3-10 years / ans	11-20 years / ans	More than 20 years / ans
4%	46%	24%	26%

Employees have pride in their work.
Les employés sont fiers de leur travail

93% are willing to put in the extra effort.
sont prêts à faire un effort supplémentaire pour que le travail soit fait.

90% are proud of the work that they do.
sont fiers du travail qu'ils font

Official languages.
Langues officielles.

89% Said that the material and tools provided for my work are available in the official language of their choice.
Ont dit que le matériel et les outils mis à leur disposition dans le cadre de leur travail sont disponibles dans la langue officielle de leur choix.

91% Said that when they communicate with their immediate supervisor, they feel free to use the language of their choice
Ont dit que lorsqu'ils communiquent avec leur superviseur immédiat, ils se sentent libres de le faire dans la langue officielle de leur choix.

Quality of work suffers because…
La qualité du travail est minée parce que …

41% constantly changing priorities.
les priorités changent constamment.

54% too many approval stages.
il y a un trop grand nombre d'étapes d'approbation.

51% having to do the same or more work, but with fewer resources.
il faut faire le même travail, ou en faire plus, avec moins de ressources.

46% overly complicated or unnecessary business process.
les processus opérationnels sont trop compliqués ou inutiles.

* Percentages have been rounded up. / Les pourcentages ont été arrondis.
**Action plans will be developed to respond to this feedback. / Des plans d'action seront développés pour répondre aux commentaires.